Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 11 novembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°506 ■

FORUM DE PARTENARIAT AFRIQUE-RUSSIE

«L'Algérie soutient le partenariat russo-africain»

P 16

SOUTIEN AUX START-UP, INNOVATION, INVESTISSEMENT PRIVÉ

La stratégie du gouvernement détaillée

Le cœur des réformes économiques en Algérie réside dans la transformation de l'écosystème entrepreneurial, avec un accent particulier sur le soutien aux start-up, l'innovation et l'investissement privé. Ces réformes ont pour objectif de diversifier l'économie du pays, de réduire la dépendance aux secteurs traditionnels et de favoriser la création d'entreprises viables et compétitives. Plusieurs initiatives stratégiques ont été lancées pour soutenir cette dynamique, a indiqué Yacine El-Mahdi Oualid, Ministre de l'Économie de la Connaissance et des Start-up. P 3

MINES

Un nouveau PDG à la tête de Sonarem

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a procédé, hier à Alger, à l'installation de Belkacem Soltani au poste de Président directeur-général (PDG) du Groupe Sonarem, en remplacement de Mohamed Sakhr Harami, a indiqué le ministère dans un communiqué.

P 2

UNE ENVELOPPE FINANCIÈRE DE 378 MILLIARDS DE DA LUI A ÉTÉ ALLOUÉE

La SNTF lance un programme de modernisation

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) envisage de lancer un vaste programme pour l'acquisition de matériel ferroviaire de différents types afin de répondre aux exigences des projets en cours et futurs visant à étendre le réseau national et renforcer le raccordement entre les wilayas.

P 3

DESTINATIONS TOURISTIQUES LES PLUS PROMETTEUSES AU MONDE

L'Algérie dans le top 10

L'Algérie est désormais classée parmi les dix destinations touristiques les plus prometteuses au monde, selon l'Organisation mondiale du tourisme. Cette reconnaissance, comme l'indique Nabil Mellouk, directeur central au Ministère du Tourisme, représente à la fois un honneur et un défi : celui de renforcer les investissements, de former le personnel et d'améliorer la qualité des services. Les efforts déployés pour améliorer l'infrastructure touristique et l'expérience des visiteurs commencent déjà à porter leurs fruits.

P 5

EXPORTATIONS DE PÉTROLE

Légère augmentation en 2024 P 2

IMPORTATION DE VÉHICULES

Les explications du ministre de l'Industrie P 5

NÂAMA

Récolte prévisionnelle de près de 15.000 qx d'olives P 6

CNMA

La gestion des risques industriels en débat à Annaba

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a organisé, hier à Annaba un séminaire sur la gestion des risques industriels, dans l'objectif de sensibiliser les entreprises sur le rôle des assurances pour renforcer leur résilience. Organisé sur le thème: "Assurance et gestion des risques industriels : solutions innovantes pour un meilleur accompagnement des opérateurs économiques", ce séminaire vise à partager l'expertise de la CNMA en matière de prévention et de gestion des risques industriels et à informer les entreprises sur les bénéfices des assurances pour renforcer leur résilience contre ces risques, selon un communiqué de la caisse. Ce séminaire, présidé par le directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles, a réuni un large panel de participants, incluant les autorités locales, la directrice des services agricoles d'Annaba, des chefs d'entreprises des wilayas de Annaba, Constantine, Guelma, Skikda, Souk-Ahras et El-Tarf, ainsi que des cadres des caisses régionales et de la direction générale, ajoute le communiqué. Ce rassemblement a offert une occasion pour les acteurs de l'industrie de se pencher sur les défis spécifiques auxquels ils font face et de découvrir les solutions de gestion des risques proposées par la CNMA. Ces solutions visent à optimiser la protection des chaînes d'exploitation et à garantir une continuité d'activité, même en cas de sinistre majeur renforçant ainsi la résilience de l'entreprise face aux aléas. L'événement "s'inscrit dans une démarche ambitieuse de la caisse pour renforcer sa présence sur le marché algérien de l'assurance et répondre aux besoins croissants des entreprises en matière de gestion des risques", est-il indiqué dans le communiqué. "Son objectif est de se positionner en tant que trait d'union entre le monde agricole et l'industrie de la transformation pour les aider à naviguer à travers les défis quotidiens liés aux risques industriels", ajoute la même source.

MINES

Un nouveau PDG à la tête de Sonarem

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a procédé, hier à Alger, à l'installation de Belkacem Soltani au poste de Président directeur-général (PDG) du Groupe Sonarem, en remplacement de Mohamed Sakhr Harami, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Par Selma R.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère de l'Energie et des Mines, en présence des membres de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration du Groupe, des cadres du secteur de l'Energie et des Mines, du président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), et de la présidente du comité de direction de l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA), ajoute le communiqué.
Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a indiqué que l'installation de Soltani à la tête du Groupe Sonarem, s'inscrivait dans le cadre d'une «nouvelle dynamique insufflée dans l'objectif de poursuivre la mise en œuvre des grands projets structurants dans le secteur minier national, dont le développement de la mine de fer de Gara Djebilet, le projet de la mine de zinc et de plomb d'Oued Amizour, et le projet de phosphate intégré à Bled El Hadba et à Oued Kebrit». Et d'ajouter que la qualité de membre du Conseil d'administration du Groupe Sonarem de M. Soltani, depuis 2019, était «à même de garantir la poursuite de la réalisation de ces projets, notamment à l'étape actuelle, et de renforcer le rôle stratégique de la Sonarem dans le développement du secteur des mines, de l'exploitation jusqu'au traitement et la transformation, mais aussi de soutenir les objectifs nationaux de croissance économique et de diversification des sources de revenus», soutient le ministre.
Il a ainsi exprimé sa reconnaissance et ses remerciements à M. Harami pour ses efforts déployés durant son mandat à la tête Groupe Sonarem, notamment lors des premières phases de lancement de nombreux projets miniers, lui a souhaitant tout le succès pour l'avenir. Il a appelé le nouveau PDG à «présenter une vision claire pour développer davantage le Groupe et à redoubler d'efforts pour mener à bien ces importants projets, qui vont conforter la place de l'Algérie sur la scène internationale dans le secteur minier», lui assurant de son soutien personnel et de tous les cadres du secteur pour réussir dans ses missions.
De son côté, Soltani a exprimé sa joie et sa reconnaissance pour la confiance placée en sa personne, affirmant sa volonté de travailler en étroite collaboration avec l'ensemble des cadres de SONAREM et de mobiliser toutes les ressources et les compétences pour réaliser les objectifs du Groupe et du secteur minier en Algérie, tout en contribuant au développement économique du pays. Ingénieur des mines et titulaire d'un magistère, Soltani jouit d'une expérience professionnelle de plus de 32 ans, dont 23 ans en tant que cadre supérieur et directeur au sein d'entreprises publiques. Son parcours professionnel associe une expertise technique dans le secteur minier acquise notamment au sein des entreprises FERPHOS et SGP SOMINES, à des compétences administratives qu'il a démontrées dans la gestion de projets structurants et des transformations industrielles.

MICRO-ENTREPRISES

L'ANGEM présente au salon Tasshiil 2024

L'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) participe à la première édition du Salon national du crédit, du leasing et de l'investissement Tasshiil 2024, qui se tient actuellement au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec une gamme de services financiers, notamment dans le domaine de la création de micro-entreprises, a indiqué samedi un communiqué de l'agence. L'ANGEM a précisé que sa participation à cet événement (7-10 novembre 2024) visait à "informer les porteurs d'idées sur les opportunités qu'elle offre dans le domaine de la création de micro-entreprises, en mettant en avant ses services financiers et non financiers, dont les microcrédits sans intérêt, l'accompagnement et la formation dans divers domaines liés à la création et à la bonne gestion de ces entreprises". L'agence expose au niveau du pavillon Saoura dédié à la présentation du dispositif du microcrédit, en tant que mécanisme d'accompagnement et de financement des micro-entreprises, où les cadres de l'agence fournissent des explications détaillées aux visiteurs et aux porteurs de projets sur les modalités et les conditions d'accès aux services financiers et non financiers proposés par le dispositif du microcrédit pour la création de micro-entreprises, selon la même source. L'ANGEM "encourage les visiteurs, notamment les jeunes, à créer leurs propres microprojets générateurs de revenus afin de garantir leur autonomie et leur intégration socioéconomique", a ajouté le communiqué.

R E.

EXPORTATIONS DE PÉTROLE

Légère augmentation en 2024

Par M. A.

En 2024, les exportations de pétrole brut algérien ont révélé un panorama intéressant en termes de destinations des cargaisons. Alors que l'Algérie reste un fournisseur de poids sur le marché mondial de l'énergie, ses exportations vers l'Afrique se sont concentrées sur une seule nation : l'Afrique du Sud. Cette situation contraste fortement avec l'importance des marchés européens et asiatiques qui continuent de dominer la scène des importations de pétrole algérien.
Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les exportations de pétrole brut algérien ont connu une légère augmentation en 2024, atteignant en moyenne 410 000 barils par jour entre janvier et octobre, contre 378 000 barils par jour sur la même période en 2023. Cette hausse s'inscrit dans un contexte où la production de pétrole algérien a, en revanche, diminué, passant de 982 000 barils par jour en 2022 à 907 000 barils par jour durant les neuf premiers mois de 2024, en raison des réductions volontaires appliquées dans le cadre de l'accord OPEC+.
Si l'Afrique demeure une région d'importance stratégique pour les exportations de nombreuses nations productrices de pétrole, l'Algérie semble concentrer ses efforts sur l'Afrique du Sud, la seule nation du continent à avoir importé du pétrole algérien cette année. En juillet 2024, l'Afrique du Sud a importé 33 011 barils par jour, une quantité qui n'a pas été répétée lors d'autres mois de l'année. Ce chiffre est relativement faible, d'autant plus qu'entre 2018 et 2024, les importations sud-africaines ont été sporadiques, avec des pics notables en mars et juillet 2023, mais ces volumes restent modérés.
La grande majorité des exportations de pétrole algérien continue de viser l'Europe, avec des pays comme la France, l'Espagne et l'Italie qui figurent en tête des destinataires. En 2024, la France a ainsi importé en moyenne 86 000 barils par jour, suivie par l'Espagne (55 000 barils) et l'Italie (49 000 barils). Ces trois nations européennes dominent largement le marché des importations algériennes, en dépit des enjeux géopolitiques et économiques complexes qui influencent le commerce énergétique mondial.
L'Asie, de son côté, est représentée par des puissances comme la Corée du Sud et l'Inde, qui figurent respectivement en quatrième et sixième positions avec des importations moyennes de 35 000 et 31 000 barils par jour. Ces marchés asiatiques, en pleine expansion économique, sont devenus des clients incontournables pour les pays producteurs de pétrole, dont l'Algérie.
L'année 2024 a vu une fluctuation des exportations algériennes de pétrole, avec des hausses et des baisses au cours des différents trimestres. Après une légère baisse au premier trimestre, les exportations ont repris leur rythme ascendant au deuxième trimestre, atteignant 456 550 barils par jour. Le troisième trimestre a connu un léger recul, mais les exportations d'octobre ont enregistré un rebond important, atteignant 422 000 barils par jour, marquant une nette amélioration par rapport à octobre 2023.
En conclusion, les exportations de pétrole algérien en 2024 témoignent d'une dépendance persistante vis-à-vis des marchés européens, avec une présence plus marginale en Afrique, où l'Algérie reste un acteur limité. Cette dynamique suggère la nécessité pour l'Algérie de diversifier davantage ses partenariats commerciaux, notamment en Afrique, pour renforcer sa position sur le marché mondial du pétrole.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SOUTIEN AUX START-UP, INNOVATION, INVESTISSEMENT PRIVÉ

La stratégie du gouvernement détaillée

Le cœur des réformes économiques en Algérie réside dans la transformation de l'écosystème entrepreneurial, avec un accent particulier sur le soutien aux start-up, l'innovation et l'investissement privé.
Ces réformes ont pour objectif de diversifier l'économie du pays, de réduire la dépendance aux secteurs traditionnels et de favoriser la création d'entreprises viables et compétitives. Plusieurs initiatives stratégiques ont été lancées pour soutenir cette dynamique, a indiqué Yacine El-Mahdi Oualid, Ministre de l'Économie de la Connaissance et des Start-up.

Par Mourad A.

Le fonds d'investissement dédié aux start-up, le Algeria Startup Fund (ASF), incarne cette volonté de transformation économique. Lors de son intervention sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale, Yacine Oualid a déclaré : "Nous avons doublé le capital de l'ASF, le portant à 2,4 milliards de dinars, pour soutenir des investissements allant de 5 à 20 millions de dinars par projet, avec la possibilité d'aller jusqu'à 150 millions pour les fonds de wilaya."Le ministre a ajouté que ces financements sont accompagnés d'avantages fiscaux visant à encourager l'investissement privé. Il a souligné que "le retour sur investissement des start-up soutenues par l'ASF atteint 22 %, et certaines visent l'internationalisation." En 2023, l'exportation de services, notamment dans le secteur numérique, a atteint près de 4 milliards de dollars, marquant une forte croissance par rapport à 2019."Ces résultats témoignent de la compétitivité croissante des entreprises algériennes", a conclu Yacine Oualid, mettant en lumière l'impact des réformes sur l'économie du pays.
Le ministre a également souligné qu'un processus de sélection des projets a été renforcé pour garantir une utilisation efficace des fonds alloués et assurer la durabilité des entreprises créées. Il a précisé : "Nous avons mis en place un système de notation appelé 'Nesda Rating', qui repose sur 27 ans de données historiques pour évaluer les risques des projets. Ce système prend en compte des critères comme le secteur d'activité, le montant de l'investissement et le profil des porteurs de projets."Le ministre a ajouté que, avant tout financement, "les porteurs de projets doivent désormais suivre une formation obligatoire de trois semaines." Cette formation, a-t-il expliqué, couvre des aspects essentiels de la gestion d'entreprise, tels que la fiscalité, le marketing et la gestion des ressources humaines, pour préparer les entrepreneurs à la gestion efficace de leurs entreprises.
Le ministre a précisé que "l'un des enjeux majeurs des réformes actuelles est de favoriser l'engagement du secteur privé dans l'économie". Il a ajouté que des avantages fiscaux ont été mis en place pour encourager l'investissement dans les start-up, notamment des réductions d'impôts sur les bénéfices des sociétés et des abattements sur l'impôt sur le revenu des particuliers investissant dans ce secteur.Le ministre a également souligné : "Nous avons instauré un cadre juridique pour le financement participatif (crowdfunding), afin d'élargir la base des investisseurs privés et rendre le financement des projets plus accessible."Il a insisté sur la nécessité de transformer la culture d'investissement en Algérie, longtemps centrée sur des secteurs traditionnels comme l'immobilier ou l'énergie : "Notre objectif est de faire comprendre aux investisseurs que les start-up ne sont pas un acte de mécénat, mais une véritable opportunité de rentabilité, avec des retours sur investissement potentiellement très élevés."Les réformes cherchent ainsi à encourager une approche plus dynamique et plus risquée, mais aussi plus porteuse de croissance à long terme. Le ministre a conclu : "L'engagement du secteur privé reste crucial pour la réussite de ces initiatives, car il doit jouer un rôle clé dans le financement des projets."

Plus de 19 000 jeunes auto-entrepreneurs enregistrés

Yacine Oualid n'a pas manqué de souligner l'importance du statut d'auto-entrepreneur, précisant : "Ce statut a déjà permis à plus de 19 000 jeunes de s'enregistrer, avec un objectif de 20 000 inscriptions dans un avenir proche." Il a ajouté que ce statut offre de nombreux avantages, notamment une couverture sociale à 97 % des auto-entrepreneurs, soulignant qu'il s'agit d'un "progrès notable en matière d'inclusion sociale."Le ministre a également expliqué que le statut est soutenu par une "plateforme entièrement dématérialisée", ce qui simplifie les démarches administratives pour les bénéficiaires. Il a détaillé les avantages fiscaux, précisant : "Les auto-entrepreneurs bénéficient d'un impôt forfaitaire de 0,25 % et d'une cotisation à la sécurité sociale de 24 000 DA."
Le ministre a souligné l'importance de renforcer l'investissement dans la recherche et développement (R&D), un secteur encore sous-développé en Algérie. "Actuellement, les dépenses en R&D représentent moins de 1 % du PIB, bien en deçà des standards internationaux", a-t-il déclaré, en rappelant que dans les pays de l'OCDE, la moyenne dépasse les 3 %. Pour encourager cette dynamique, il a précisé qu'un crédit d'impôt pour les entreprises investissant en R&D sera mis en place dès 2025. Le ministre a également annoncé la création de partenariats industriels entre chercheurs et entreprises, visant à "favoriser l'innovation et la création de nouvelles technologies."
Enfin, Yacine El-Mahdi Oualid a souligné que les réformes économiques mises en place par le gouvernement visent à dynamiser l'économie en diversifiant ses sources de croissance. "Le soutien aux start-up, l'amélioration de l'investissement privé et l'accent mis sur l'innovation sont au cœur de cette transformation", a-t-il affirmé. Selon lui, les résultats de ces réformes sont déjà visibles, avec des retours sur investissement encourageants et une compétitivité croissante des entreprises algériennes, notamment dans les secteurs numériques et les exportations de services. Il a ajouté que ces initiatives, soutenues par des mesures fiscales attractives et des réformes structurelles, permettront de renforcer l'écosystème entrepreneurial et de stimuler la croissance économique durable en Algérie.

USTO-MB

La Conférence Internationale sur les villes Intelligentes les 12 et 13 novembre

Une Conférence Internationale sur les villes intelligentes (ISCC 24) aura lieu les 12 et 13 novembre courant à l'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" (USTO-MB), avec la participation de plusieurs experts algériens et étrangers, a-t-on appris samedi auprès de cet établissement universitaire.
Organisée par le Laboratoire des microsystèmes et des systèmes embarqués (LMSE) de la faculté de génie électrique de l'USTO-MB, en collaboration avec la Direction générale de la recherche et du développement scientifique et technologique (DGRSDT), cette rencontre vise à réunir différents acteurs du monde académique, des autorités publiques et des représentants d'entreprises et de start-ups, pour discuter de sujets relatifs à la ville intelligente, a indiqué la cellule de communication de l'USTO-MB. Il sera question de discuter, deux jours durant, d'énergie, d'environnement, de santé, de transport et des nouvelles technologies de l'information et de la communication.
Cette rencontre vise, en particulier, "à examiner les développements actuels, les perspectives d'avenir, de formuler et d'encourager la convergence d'idées et l'expertise, pour développer des solutions innovantes dans des domaines clés, promouvoir la collaboration interdisciplinaire et parvenir à une ville véritablement intelligente". Au cours de cette conférence, les spécialistes se pencheront sur trois axes essentiels, le premier étant "les Systèmes énergétiques et environnementaux intelligents dans le secteur urbains" où ils aborderont l'énergie solaire, la gestion intelligente de l'énergie en milieu urbain et les réseaux de distribution de l'électricité, entre autres.

UNE ENVELOPPE FINANCIÈRE DE 378 MILLIARDS DE DA LUI A ÉTÉ ALLOUÉE

La SNTF lance un programme de modernisation

Synthèse Sirine R.

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) envisage de lancer un vaste programme pour l'acquisition de matériel ferroviaire de différents types afin de répondre aux exigences des projets en cours et futurs visant à étendre le réseau national et renforcer le raccordement entre les wilayas. C'est ce que le directeur du contrôle de gestion à la SNTF, Sofiane Aibeche, a annoncé dans un entretien accordé à l'APS. Il a fait état de l'élaboration d'un programme «de large envergure» pour l'acquisition de matériel ferroviaire de différents types (locomotives de grande puissance, wagons de transport de voyageurs, trains autorails, autorail à grande vitesse, wagons pour transport de marchandises, locomotives de manœuvre), s'inscrivant dans le cadre de sa nouvelle stratégie qui s'étend jusqu'en 2035. En effet, une enveloppe financière de 378 milliards de DA a été allouée à ce programme, indique-t-il, précisant que les autorités publiques ont approuvé son financement par étapes. Dans le détail, la première phase prévoit l'affectation d'un montant de 138 milliards de DA pour l'acquisition de 400 wagons de transport de voyageurs, et de locomotives, ajoute Aibeche. La SNTF avait lancé, récemment, un appel d'offres international dans le cadre de son plan d'investissement précédent, pour l'acquisition de six autorails composés de six wagons par train, «ce qui offrira des places supplémentaires aux voyageurs, en plus d'augmenter le nombre de dessertes quotidiennes».
Réhabilitation de 82 gares
Cet appel d'offres comprend également l'acquisition de 12 locomotives pour le transport de voyageurs et de marchandises, afin de combler le déficit enregistré dans le nombre de locomotives et résultant de l'augmentation du nombre de lignes assurées par la société, selon le responsable, soulignant que l'acquisition de ce type de locomotives à double usage (transport de voyageurs/transport de marchandises) offrira à la société une flexibilité en termes d'exploitation, notamment avec l'augmentation enregistrée de la quantité de marchandises transportée par train au cours des deux dernières années. Dans ce contexte, le responsable a rappelé le bond qualitatif enregistré par la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) en 2023 en matière de transport de marchandises, précisant que les quantités transportées avaient dépassé les 5 millions de tonnes et devraient atteindre «5,6 millions de tonnes d'ici fin 2024, soit une augmentation de 14 % par rapport à l'année dernière».
D'autre part, la société a mis en place un programme «pour la réhabilitation de 82 gares ferroviaires de transport de voyageurs», outre «le lancement d'une étude de réaménagement intégral de huit (8) grandes gares à Alger, Sidi Bel Abbes, Souk Ahras, Skikda, Annaba, Chlef, et Ain Temouchent,. M. Aibeche a, par ailleurs, annoncé «l'entrée prochaine en service d'une cellule d'écoute dédiée aux voyageurs pour notamment recueillir leurs plaintes et leurs doléances».

ALGÉRIE/MONDE ARABE

Signature d'accords de coopération et d'échange entre organisations scoutes

Le mouvement des Scouts musulmans algériens (SMA) a signé, samedi, des accords de coopération avec l'Organisation Arabe du Scoutisme et le Mouvement général des Scouts et Guides de Libye, dans le but de renforcer le partenariat et les échanges entre les organisations scoutes. A cette occasion, le Commandant général des SMA, Abderrahmane Hamzaoui, a signé avec le Secrétaire général de l'Organisation arabe des Scouts, Hany Abdulwahab Mohamed Abdulmonem, un accord portant sur l'organisation en Algérie du sixième Forum arabe des louveteaux et jeannettes, en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports Abderrahmane Hammad. M. Hamzaoui et son homologue libyen, Abdelmadjid Khadraoui, ont signé un protocole d'exécution de l'accord conclu à Tripoli entre les SMA et le Mouvement général des Scouts et Guides de Libye, ainsi qu'un accord de jumelage entre la section nationale des Doyens (SMA) et le Mouvement général des Scouts et Guides de Libye. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de la Jeunesse et des Sports s'est félicité de la signature de ces accords, estimant qu'elles sont "de bon augure pour la jeunesse arabe en général et algérienne en particulier".

PRÈS DE 2000 VISITEURS ATTENDUS

Le 18e SIOL'Alger ouvre ses portes jeudi prochain

Le 18ème Salon International de l'Optique et de la Lunetterie (SIOL'Alger) ouvrira ses portes jeudi prochain à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHRA), ont annoncé hier les organisateurs. Placé sous le parrainage du ministre de la Santé, cette édition professionnelle, dont le nombre d'exposants sera doublé par rapport aux salons précédents, s'attend à accueillir "près de 2000 visiteurs", selon RH. International Communication, l'organisateur de cet événement. Cette importante manifestation de l'Afrique et du monde Arabe est un lieu où "les opticiens et lunetiers se croisent annuellement avec les professionnels de la santé, qui découvrent les tendances et les innovations technologiques", rappellent les organisateurs. A l'instar des salons qui se tiennent à travers le monde, le SIOL'Alger répond aux attentes des ophtalmologues, des cliniques, des cabinets et des secteurs sanitaires, grâce à une offre transversale, verres, montures, matériels pour opticiens, aménagement de points de vente et distribution, souligne la même source.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Des mesures pour accompagner les opérateurs économiques

Le ministre des Transports, Mohamed El –Habib Zahana, a souligné sa pleine et entière disponibilité pour accompagner les opérateurs économiques dans leurs différentes opérations d'exportation, en offrant des services à la hauteur de leurs attentes, que ce soit en ce qui concerne les ports, les entreprises de transport de marchandises, ou la mise à disposition des capacités nécessaires au chargement à travers l'exploitation maximale de la flotte nationale de transport maritime de marchandises.
Lors de l'ouverture d'un colloque sur l'accompagnement des opérateurs économiques dans les opérations d'exportation hors hydrocarbures, au siège du ministère, le ministre a indiqué que ses services ont mis en place une stratégie et des mécanismes en coordination avec tous les acteurs concernés. Cela contribue à attirer les entreprises et institutions exportatrices, en réduisant le temps de traitement des marchandises et en s'appuyant sur la numérisation, ce qui confère une compétitivité accrue aux produits algériens pour pénétrer les différents marchés mondiaux.
Il est à noter que cette rencontre s'est tenue en présence de cadres de l'administration centrale, ainsi que de la présidente du groupe maritime de transport (GATMA), du directeur général du groupe des services portuaires (SERPORT), de plusieurs gestionnaires de ports, ainsi que de nombreux exportateurs et acteurs du secteur du transport maritime, en plus des experts du domaine.
Ce colloque a été consacré à l'examen des préoccupations et à la levée des obstacles auxquels sont confrontés les opérateurs économiques, offrant ainsi un espace de consultation entre tous les acteurs concernés.

LE DG DE LA BNA L'A SOULIGNÉ :

«L'année 2025 sera une étape de transformation du secteur financier»

Une première rencontre d'évaluation de la Banque nationale d'Algérie (BNA) a regroupé samedi à Sétif une centaine de cadres de cet établissement bancaire issus de l'Est du pays. Dans une déclaration faite à l'APS à l'occasion, le directeur général (DG) de la BNA, Samir Tamrabet, a indiqué que ce rendez-vous d'évaluation est périodiquement organisé par la banque au niveau des quatre coins du pays et celui-ci, le premier du genre de cette année, fait partie d'une série de rencontres similaires prévues dans le Nord, le Sud et dans l'Ouest du pays.
Il a également précisé que près de 100 cadres des agences bancaires et des cinq directions régionales de la banque à Constantine, Bejaia, Annaba, Tébessa et Sétif participent à la rencontre au côté des directeurs centraux pour «évaluer l'activité commerciale et monétaire, la numérisation, les relations avec les clients et citoyens dans le cadre de l'inclusion financière, attirer les dépôts bancaires et le financement de l'économie».
La rencontre est aussi «une opportunité pour donner les directives nécessaires relatives à la prise en charge des besoins des citoyens en général et du client en particulier», a relevé Tamrabet soulignant que «l'année 2025 sera une étape de transformation et de modernisation du secteur financier, notamment les banques, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune». Le même responsable a mis en exergue d'autre part le projet de loi de finances 2025 qu'il a qualifié de «colossal par ses ressources et ses dépenses tout introduisant des modes de gestion modernes basés sur la gestion par objectifs et le contrôle de gestion ainsi que des dispositions légales qui imposent le recours aux moyens de paiement bancaire à la place de la liquidité dans plusieurs transactions dont l'achat de biens, immeubles et de voitures et qui prévoient des avantages pour les usagers du paiement électronique».

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISAN

Un nouveau siège de la Chambre de l'artisanat et des métiers inauguré à Timimoun

Un nouveau siège de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) a été inauguré samedi dans la wilaya de Timimoun, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de l'artisan (9 novembre). La réalisation du nouveau siège, inauguré par le wali, Souna Benamar, s'inscrit dans le cadre de l'achèvement des structures administratives dans cette nouvelle wilaya, le rapprochement de la Chambre des artisans et la prise en charge de leurs préoccupations, a expliqué le président de la chambre, Al-Azaoui Mustapha. Le wali a, lors de l'inauguration de cette nouvelle structure, salué les efforts déployés par les artisans de la wilaya pour la promotion de l'artisanat, et leurs contribution dans l'animation de la saison de tourisme saharien, qui enregistre une relance "remarquable". Dans ce sillage, une exposition de produits de l'artisanat traditionnel a été organisée au centre ville de Timimoun avec la participation de 25 artisans, dans l'objectif de mettre en valeur le patrimoine artisanal local. La Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Timimoun recense près de 1.850 artisans, avec un total de 3.000 emplois permanents, selon la même source.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 07 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Novembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	91	112	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	192	213	171	الطماطم	
	Oignon sec	50	57	42	البصل الجاف	
	Ail sec	429	494	365	الثوم الجاف	
	Carotte	82	91	72	الجزر	
	Navet	97	109	84	لفت	
	Poivron	129	145	113	الفلفل الاخضر	
	Piment	146	165	127	الفلفل الحار	
	Courgette	130	145	114	الكوسة	
	Haricot vert	175	193	157	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	115	131	99	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	352	458	246	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	492	625	360	التمر	
	Poire	413	503	323	الاجاص	
	Raisin	214	261	167	العنب	
	Grenade	139	168	110	الرمان	
	Banane	393	409	376	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1779	1917	1640	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	433	445	420	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	103	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	0,00	-0,85	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,02	-0,58	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2240,00	-0,44	-1,60	-2,07	11,78	5,58	1933	4 329 920,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	-0,95	-5,48	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-14,94	2,03	-	1250	506 250,00

DESTINATIONS TOURISTIQUES LES PLUS PROMETTEUSES AU MONDE

L'Algérie dans le top 10

L'Algérie est désormais classée parmi les dix destinations touristiques les plus prometteuses au monde, selon l'Organisation mondiale du tourisme. Cette reconnaissance, comme l'indique Nabil Mellouk, directeur central au Ministère du Tourisme, représente à la fois un honneur et un défi : celui de renforcer les investissements, de former le personnel et d'améliorer la qualité des services. Les efforts déployés pour améliorer l'infrastructure touristique et l'expérience des visiteurs commencent déjà à porter leurs fruits.

Par Mourad A.

S'exprimant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Nabil Mellouka observé que la satisfaction des touristes, tant au niveau des établissements qu'aux différentes étapes de leur parcours, a nettement progressé ces dernières années. Cela est le résultat d'investissements accrus, de l'ouverture de nouvelles structures touristiques et de la prise de conscience des opérateurs sur l'importance de la formation du personnel.

La valorisation du tourisme saharien est une priorité pour le ministère du Tourisme. Moulouk a souligné que ce produit représente une part significative du tourisme intérieur et nécessite une promotion constante et de qualité pour en exploiter tout le potentiel. « La région saharienne, qui couvre 85 % du territoire national, offre des atouts géographiques et culturels exceptionnels », a-t-il précisé.

Il a également annoncé que le secteur du tourisme saharien est en pleine préparation pour une saison touristique qui s'étendra jusqu'en avril 2025, avec un afflux croissant de visiteurs.Le responsable a ajouté : « Nous mettons tout en œuvre pour promouvoir cette destination, notamment à travers des événements de grande envergure, comme le Festival international du tourisme saharien qui se tiendra à Ouargla du 14 au 17 novembre 2024. Ce festival vise à attirer l'attention nationale et internationale sur les richesses du Sahara algérien ».

Selon l'invité de la radio, les autorités algériennes ont également facilité l'accès des touristes étrangers grâce à des mesures novatrices concernant les visas. En 2024, 16 000 visas ont été délivrés, une démarche qui a permis de lever certains obstacles administratifs pour les voyageurs internationaux.

Ce processus simplifié a eu un impact significatif sur la capacité des agences de voyage à attirer des visiteurs étrangers, en facilitant l'accès à une destination qui était jusque-là perçue comme difficile d'accès.

La transformation numérique du secteur touristique est une priorité pour le gouvernement, comme l'a souligné le directeur central au Ministère du Tourisme. « Le secteur touristique est aujourd'hui au cœur de la révolution numérique, que ce soit pour la promotion des destinations ou pour les réservations en ligne », a-t-il déclaré.

Selon lui, la multiplication des applications et des plateformes digitales dédiées au tourisme représente un tournant majeur. « Ces outils numériques rendent les destinations algériennes plus accessibles et permettent une visibilité accrue, en phase avec les standards mondiaux de la promotion touristique », a-t-il ajouté.Le ministre a également insisté sur l'importance de continuer à améliorer la qualité du contenu en ligne. « Nous devons constamment optimiser nos offres numériques pour rester compétitifs et attirer les touristes, face à une concurrence internationale de plus en plus forte », a-t-il précisé.

Le secteur du tourisme en Algérie connaît une dynamique remarquable, soutenue par l'engagement constant du gouvernement. Conscient du potentiel considérable de ce secteur en termes de création de richesse et d'emplois, l'État le considère comme un levier stratégique pour renforcer l'économie nationale. À travers des projets en cours et à venir, l'Algérie s'efforce de diversifier ses sources de revenus et de favoriser une croissance durable.

Avec ses vastes étendues et la diversité de ses paysages, le pays dispose de ressources touristiques uniques, dont l'exploitation optimale pourrait faire du tourisme un moteur majeur du développement économique. Comme l'a souligné Nabil Mellouk, directeur central au Ministère du Tourisme, les réformes engagées par l'État témoignent d'une volonté claire de positionner le secteur touristique comme un pilier essentiel de la diversification économique. Le potentiel est indéniable, et les investissements nécessaires, tant dans l'infrastructure que dans la formation, sont en place pour assurer un développement durable et prospère de ce secteur à fort potentiel.

32E FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

L'événement prévu du 19 au 28 décembre à Alger

La 32e édition de la Foire de la production algérienne se tiendra du 19 au 28 décembre prochain au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation de plusieurs entreprises qui exposeront leurs produits et services dans divers secteurs d'activité, a indiqué hier un communiqué de la société Algeria Exhibitions (filiale du groupe Safex).

Cette Foire de la production algérienne permettra aux sociétés, aux petites et moyennes entreprises, aux start-up et aux artisans algériens d'exposer leurs produits et services pendant 10 jours, avec la participation de plusieurs secteurs. Il s'agit, entre autres, des industries agroalimentaires, des industries manufacturières, des industries électroniques et électroménagères, des industries chimiques et pétrochimiques, de l'énergie, des industries mécaniques, de la métallurgie, des industries textiles, de la construction et des matériaux de construction, du secteur des services et des industries militaires. La foire "offrira des opportunités de partenariat diversifiées et permettra aux entreprises algériennes participantes de développer leurs réseaux et de promouvoir leurs produits, désormais tournés vers l'innovation et l'exportation", selon le communiqué. Un programme économique comprenant plusieurs activités et rencontres entre différents acteurs économiques est prévu en marge de cet événement économique national incontournable de par la nature de la participation et de la qualité des produits exposés. La filiale du groupe Safex a précisé, dans son communiqué, que les inscriptions se poursuivaient pour les exposants via la plateforme numérique https://registration.safex.dz/login, indiquant que la foire sera ouverte de 11h00 à 18h00.

R E.

POMME DE TERRE

Une récolte de plus de 1,4 million qx réalisée à Mascara

Une récolte de plus de 1,4 million de quintaux de pomme de terre de saison a été réalisée dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris, dimanche, du directeur des services agricoles (DSA), Mohamed El-Amine Djebiri. Le même responsable a indiqué, à l'APS, que la campagne de récolte de ce produit agricole, clôturée dans les dernières semaines, a permis d'engranger plus de 1,3 million qx de pomme de terre de saison destinée à la consommation et 133 qx de semence de ce tubercule, avec un rendement moyen oscillant entre 250 et 290 qx à l'hectare. Une superficie totale de 5.000 hectares a été consacrée, au titre de la saison agricole 2023-2024, à la culture de la pomme de terre de saison dont 530 ha destinés à la production de semences, dans la wilaya de Mascara. La même source a fait observer que la récolte réalisée cette année est supérieure à celle de l'année écoulée (1,3 million qx), relevant que cet écart positif est dû, notamment, à l'accroissement des superficies réservées à ce produit agricole. Dans l'objectif de développer la filière de la pomme de terre dans cette collectivité locale de l'Ouest, la Chambre d'agriculture de la wilaya poursuit, au cours de la présente saison agricole, en coordination avec la DSA et le Conseil interprofessionnel de la filière et la Fédération locale des producteurs de pomme de terre, la concrétisation d'un programme spécial portant organisation de la récolte et le stockage de volumes importants de la production au niveau des chambres de réfrigération de la région. Les opérations, qui visent aussi la commercialisation de ce produit agricole, s'inscrivent dans le cadre du programme de régulation des produits de large consommation tracé par le ministère de tutelle, a-t-on souligné.

IMPORTATION DE VÉHICULES

Les explications du ministre de l'Industrie

Synthèse R H.

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a indiqué que « la gestion du dossier automobile ne peut être réduite uniquement à la question des quotas attribués aux concessionnaires».

C'est la réponse qu'il a donné, à une question écrite du Président du groupe parlementaire du Mouvement El Bina, Abdelkader Berriche, sur les raisons ayant conduit à la suspension de l'importation de voitures.

Celui-ci a par ailleurs précisé, dans sa réponse, que ses services œuvrent à développer l'industrie dans ce secteur en assurant un taux d'intégration élevé. Il a déclaré : «La rareté de cette marchandise impose d'approvisionner le marché local par l'importation de voitures, en attendant le développement de l'activité de construction automobile».

Aoun a également révélé que 24 premiers concessionnaires ont été agréés pour exercer l'activité de vente de véhicules neufs, parmi lesquels sept concessionnaires sont spécialisés dans les véhicules de tourisme et utilitaires légers, et d'ajouter que « le montant total des importations de véhicules neufs selon le programme soumis par chaque concessionnaire pour l'année 2023 est estimé à 2,6 milliards de dollars, pour l'importation de 227 232 véhicules». Concernant le quota pour 2024, il a indiqué que 66 agréments ont été délivrés pour la commercialisation de divers véhicules et marques, octroyés par le ministère de tutelle.

Le ministre a également souligné que ses services travaillent en coordination avec le ministère du Commerce pour définir les critères de répartition de ce quota.

Selon lui, ces critères reposent principalement sur le volume des besoins du marché, la préservation des réserves de change, les demandes des opérateurs et leur engagement à acquérir et à distribuer le quota de 2023, conformément au cahier des charges d'importation et de commercialisation des voitures, notamment en ce qui concerne les quotas non exploités en 2023. De plus, la suppression du document de domiciliation bancaire sera appliquée si l'importation n'est pas réalisée.

Les projets d'investissement dans le domaine de l'assemblage de véhicules seront également pris en compte. Le tout sera équilibré avec les capacités financières de chaque opérateur et la capacité des banques à financer l'opération via des procédures de domiciliation bancaire.

Enfin, toutes ces démarches nécessitent l'approbation du Conseil supérieur de régulation des importations.

NÂAMA

Récolte prévisionnelle de près de 15.000 qx d'olives

Une récolte prévisionnelle de près de 15.000 quintaux (qx) d'olives est attendue dans la wilaya de Nâama, à l'issue de la campagne de cueillette de la saison 2024-2025, a-t-on appris auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). La campagne de cueillette, entamée à la fin du mois d'octobre dernier, cible une superficie de 625 hectares avec un rendement prévisionnel moyen de 24 qx à l'hectare, a-t-on indiqué au service organisation et appui technique de la production végétale et animale de la DSA. 55% de la production des terres réservées à la variété Sigoise seront réservés à l'huile d'olive lors de la présente campagne, a-t-on fait savoir. A signaler que l'actuelle saison agricole est marquée, dans cette wilaya, par la poursuite de la campagne entamée par les agriculteurs de la région pour la mise en terre, sur une superficie totale de 1000 hectares, de pas moins de 300.000 arbustes de cette essence arboricole, acquis à titre gracieux dans le cadre de la concrétisation du programme d'accompagnement de l'Etat des agriculteurs. Des mesures de soutien leur ont été accordées, afin de leur permettre de suivre l'ensemble du parcours technique et d'adopter les techniques modernes d'irrigation, en plus de la diversification des plants adaptés aux caractéristiques du sol de cette région des Hauts-plateaux. Une adhésion notable des professionnels de la filière est constatée dans cette wilaya, qui a connu, ces dernières années, une large expansion de la superficie consacrée à la culture de ce fruit rustique, estimée à quelque 2200 hectares, totalisant plus de 45.000 oliviers plantés principalement dans les régions sud de cette collectivité locale, note-t-on.

AIN DEFLA

L'aquaculture suscite un «réel» engouement chez les agriculteurs

L'aquaculture continue de susciter un "réel" engouement chez les agriculteurs de la wilaya d'Ain Defla au cours de ces dix dernières années, notamment pour sa rentabilité, a affirmé jeudi un responsable à la direction locale de la Pêche et de l'aquaculture (DPA).

La filière aquacole à Ain Defla a connu un développement "important" durant ces dix dernières années et ce à travers un "réel engouement affiché par les agriculteurs et l'intérêt de potentiels investisseurs qui veulent se lancer dans ce domaine", a indiqué à l'APS, Abdelhakim Lazâar, premier responsable du secteur. Pour cette année, 12 agriculteurs ont décidé de se lancer dans l'aquaculture intégrée à l'agriculture et ont ensemencé leurs bassins avec près de 140.000 alevins de Tilapia, a souligné M. Lazâar, indiquant que la capacité de production attendue est de près de 34 tonnes.

En outre, la filière aquacole dans la wilaya suscite beaucoup d'intérêt de la part des investisseurs et la direction concernée a déjà reçu une soixantaine de demande, dont 10 ont été accompagnées des études, a-t-il ajouté. M. Lazâar Il a fait savoir également que des investisseurs s'intéressent à la fabrication de l'aliment de poisson au niveau de la wilaya, ce qui "contribuera à la baisse des couts de transport et de l'aliment qui représente à lui seul 50% du montant global de l'investissement", a-t-il expliqué.

Pour pouvoir répondre à la demande des porteurs de projets d'investissements dans la filière, les autorités locales ont déjà mis en place une commission en vue d'étudier les différents choix de terrain pouvant accueillir des projets aquacoles, affirme le même responsable. Il a noté que la filière aquacole s'est développée dans la wilaya grâce à la "nouvelle stratégie adoptée par le ministère de tutelle qui a fait que l'aquaculture s'impose comme une activité économique importante".

Le responsable a rappelé les mesures prises par les pouvoirs publics pour encourager les aquaculteurs à produire le poisson, notamment l'aide de 50 DA pour chaque kilogramme de poisson produit et les exonérations de plusieurs taxes et de la TVA prévues dans la loi de finance de 2024. Pour sa part, Bouabdellah Abdelkader, l'un des premiers agriculteurs de la wilaya à investir dans l'aquaculture dans la commune de Mekhatria, a affirmé que l'investissement dans ce créneau "ne demande pas beaucoup d'argent, avec la garantie de la rentabilité".

La filière est également "bénéfique" pour les récoltes agricoles en améliorant le rendement et la qualité des produits, en plus de la baisse de 20 à 40 % de l'usage des engrais avec la réutilisation des eaux des bassins dans l'irrigation, a-t-il souligné. Avec les 150.000 alevins de Tilapia produits cette année, l'établissement aquacole de Bouabdellah Abdelkader a couvert près de 50 % des besoins de la wilaya et fournit également aux aquaculteurs des wilayas de Relizane, Chlef et de Médéa, selon cet aquaculteur.

OUARGLA/JOURNÉE DE L'ARTISAN

Plus de 360 cartes professionnelles biométriques délivrées

Pas moins de 364 cartes professionnelles biométriques d'artisan ont été délivrées depuis le lancement de l'opération à la fin de 2023 au profit des artisans immatriculés à la Chambre de l'Artisanat et des Métiers (CAM) de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris samedi de cet organisme en marge de la célébration de la journée nationale de l'artisan. Inscrite au titre des efforts de l'Etat pour la promotion de l'artisanat, cette opération fait partie d'un programme prévoyant la délivrance de 6.119 documents professionnels officiels personnalisés au profit des artisans postulants, a indiqué le président de la CAM, Allili Mimi. Cette carte, entrant dans le cadre de la modernisation des prestations du secteur, comporte des données fiables personnalisées des artisans, facilitant les procédures administratives et les déplacements des artisans à l'intérieur et à l'extérieur du pays, a-t-il expliqué.

A ces efforts de promotion des activités artisanales, vient se greffer la création par la CAM d'un site d'E-commerce exposant divers produits et articles, susceptible d'aider les artisans à écouler leur production, en plus de la création d'une école de formation et de perfectionnement en direction des artisans et des formateurs agréés à la CAM. Ces efforts ont également été couronnés par l'ouverture par la CAM, ces trois dernières années, de ses ateliers à onze (11) artisans, leur permettant d'exercer leurs métiers dans de bonnes conditions. La célébration de la journée nationale de l'artisanat a été marquée dans la région par l'organisation de "Portes ouvertes" sur l'atelier de l'emblème national, d'une journée de sensibilisation des artisans et des porteurs de projets d'artisanat sur les missions et les activités de la CAM et sur la numérisation de la carte professionnelle.

Ces activités ont été menées en coordination avec des organismes et institutions partenaires de la CAM, dont la Caisse d'assurance des non-salariés (CASNOS), l'antenne locale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), et l'agence de wilaya d'appui au développement de l'entrepreneuriat, ont indiqué les organisateurs. La journée a donné lieu aussi à l'organisation d'une exposition avec la participation des artisans activant dans les domaines de la vannerie, la couture, l'art du sablage, l'ameublement et la fabrication d'ustensiles en bois, mettant en exergue le patrimoine culturel que recèle la région d'Ouargla. Outre la vulgarisation des projets réalisés et retenus pour le secteur, cette journée a permis également d'honorer les artisans, dont des femmes, en reconnaissance à leurs efforts de développement de l'artisanat dans la région. Le secteur de l'artisanat recense dans la wilaya d'Ouargla 6.485 artisans, des deux sexes, immatriculés à la CAM.

BLIDA

Pose de la première pierre d'un hôpital caritatif d'oncologie pédiatrique

Les autorités de la wilaya de Blida ont procédé, samedi, à la pose de la première pierre de réalisation du 1er hôpital caritatif spécialisé en oncologie pédiatrique, à l'échelle nationale.La cérémonie de pose de la première pierre de ce projet, initié par l'association El-Badr d'aide aux malades atteints ducancer, s'est déroulée en présence du président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, le Professeur Adda Bounedjar, des élus, des industriels, des bienfaiteurs et des enfants atteints du cancer.

Dans son allocution à l'occasion, le Pr. Bounedjar a salué cette initiative visant à assurer "une prise en charge idoine aux enfants atteints de tumeurs cancéreuses", notant que la wilaya dispose d'un centre régional de lutte contre le cancer accueillant des malades atteints de différents types de cancer issus de 39 wilayas du pays.

"Une fois opérationnel, cet hôpital va également constituer un centre régional dédié à l'oncologie pédiatrique, au regard du déficit enregistré dans ce type de structures au niveau national", a-t-il ajouté.

Il a relevé la disponibilité actuellement d'un seul service, à l'échelle nationale, à Bab El Oued (Alger), destiné à cette catégorie de malades, au moment ou deux (2) centres similaires sont en réalisation à l'Est et à l'Ouest du pays.

L'Algérie enregistre annuellement "près de 2.000 nouveaux cas de cancer chez l'enfant", a relevé le même responsable, soulignant que le taux de guérison de cette catégorie de cancer pourrait atteindre les 85% en cas de garantie des bonnes conditions de prise en charge.

A noter que l'idée de création de cet hôpital caritatif baptisé du nom "El Ihssane", remonte à 2015, selon le président de l'Association El-Badr, Dr. Mustapha Moussaoui, qui a rappelé que son association a inscrit ce "parmi ses objectifs", avant l'entame de sa mise en œuvre, aujourd'hui, sur une assiette de 3.200 m2 cédée par la wilaya de Blida à la cité du 13 mai du chef lieu de wilaya, sise à près de 300m du Centre anti cancer(CAC) du CHU Frantz Fanon.

Cet établissement, dont les plans d'ingénierie et d'architecture ont été réalisés sur la base des conseils fournis par des experts, médecins et architectes nationaux et étrangers (France, Liban et Canada), sera bâti sur sept (7) étages, selon les explications fournies sur place.

L'hôpital comprend deux pôles, le 1er regroupant toutes les activités médicales, notamment la radiologie, les laboratoires, les traitements chimiques, les blocs opératoires, etc.., avec une capacité d'accueil de 79 lits.

Le 2e pôle est destiné à la prise en charge psychologique et sociale desenfants atteints du cancer. Il compte aussi un espace de cours scolaires et un autre pour les divertissements.

"La réalisation de cet établissement médical repose essentiellement sur les dons des citoyens et des bienfaiteurs", a souligné M. Moussaoui, appelant tout un chacun à contribuer à la concrétisation de ce projet dans les plus brefs délais.

La tentation de Mars

Un monde de propriétaires et de sans-travail est explosif. Je me propose dans ce texte au travers des rapports entre appropriation, travail et propriété de rendre compte de l'évolution de l'Etat social en général et dans les sociétés postcoloniales en particulier. L'État social emprunte son modèle à la social-démocratie. Au centre de ce modèle est un rapport de complémentarité entre la propriété et le travail. C'est ce rapport qui est aujourd'hui menacé avec le ralentissement de la croissance et l'accroissement des charges sociales (vieillesse et jeunesse des populations).

7e partie et fin

Par DERGUINI Arezki (*)

Les sociétés résilientes se caractérisent par une complémentarité du travail et de la propriété, de la production marchande et de la production non marchande. Elles se différencient entre propriétaires travailleurs et travailleurs propriétaires (l'un pouvant devenir l'autre) plutôt qu'en purs propriétaires et purs travailleurs où propriété et travail tendent à s'exclure mutuellement et leurs rapports réglés par une substitution constante du capital au travail. Ce qui suppose une autre distribution du savoir et du capital matériel dans le cadre d'une résolution de la crise sociale et écologique. On peut constater aujourd'hui la difficulté d'une résolution simultanée de la crise sociale et de la crise écologique. Les crises sociales s'opposent à la résolution de la crise écologique, mais la crise écologique finira par imposer ses solutions aux sociétés, si elles ne les choisissent pas.

Dans le cours du monde actuel, il est difficile d'envisager une réforme des rapports entre propriété et travail, entre production marchande et non marchande, avant que ne survienne un effondrement. La crise entre production marchande et non marchande imposant une nouvelle définition non consentie des rapports de la propriété et du travail. Les rapports se tendent de plus en plus au sein des sociétés et entre les sociétés, ils ne seront pas soutenables. Surviendra un après où l'on pourra distinguer celles qui l'ont préparé, de celles qui l'ont ignoré. Celles qui se préparent à traverser la zone des tempêtes auront envisagé une nouvelle complémentarité entre la propriété et le travail en même temps qu'une différenciation autrement complémentaire entre les différentes productions (production marchande et productions non marchandes naturelles et sociales) pour la mettre en œuvre au moment opportun. Au moment opportun, car c'est le cours du monde qui dicte sa loi, le cours du monde qui mêle nature et société, humains et non humains, propriétaires et travailleurs.

Dans le cours actuel des choses, une migration tournante, choisie de part et d'autre, dans la perspective d'une nouvelle complémentarité entre propriété et travail, apparait pertinente. Elle permettrait une pacification du monde en réduisant progressivement les écarts entre les conditions de travail et de vie, en faisant circuler le savoir-faire et le travail mort entre le Nord et le Sud. Seules une migration tournante et une déconcentration de la propriété qui mettraient en dialogue les sociétés, riches et pauvres, sur leurs conditions de vie et d'existence sont en mesure d'établir des flux normaux entre elles. Peut-être faudra-t-il en passer par certaines guerres[16]. Quand les humains auront suffisamment détruit par leurs guerres, peut être constateront-ils qu'ils détruisent ce dont ils dépendent et commenceront-ils à se voir comme des membres d'une grande et de petites communautés de vivants et de non vivants dont il faut prendre soin.

On ne change pas le monde. On se conduit bien ou mal. Le temps a ses saisons. Le jour et la nuit alternent. L'été sort de l'hiver par le printemps. Le paradis sort de l'enfer et y retourne. Ils alternent, ne s'éradiquent pas. Les jeunes générations qui ont connu la paix, s'ils veulent réellement la paix, doivent préparer la guerre. Ils ne l'ont pas voulu, cela ne l'empêchera pas d'advenir. La paix sort de la guerre et y retourne. On ne change pas le monde, on change avec lui. Ceux qui croient le tenir par un bout s'égarent, parce qu'ils lui ont supposé une fin qu'ils ont fini par oublier. Nous ne tenons pas le monde, il nous tient. Les Chinois ne veulent pas changer le monde, lui imposer un système, ils veulent bien y naviguer. Ils construisent les flottes et les ports qu'il convient aux temps qui viennent. Mais bien naviguer signifie disposer d'instruments de navigation fiables. Les jeunes générations pour ne pas être dispersées par le vent ont besoin d'un récit qui les rassemble et raconte où va le monde et comment il y va. Un récit qui leur permettrait de bien naviguer.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

Notes

[1] J'emprunte ce titre à l'ouvrage du politiste et diplomate libanais Ghassan Salamé. La tentation de Mars. Guerre et paix au XXI° siècle. Fayard. 2024. Il s'agira ici moins de géopolitique que d'économie politique.
[2] Fabri, E. (2016). De l'appropriation à la propriété : John Locke et la fécondité d'un malentendu devenu classique. Philosophiques, 43(2), 343–369. https://doi.org/10.7202/1038210ar
[3] Peter Turchin. End times : elites, counter-elites, and the path of political disintegration. New York : Penguin Press, 2023.
[4] Wojtek Kalinowski. « Modèle suédois. Et si la social-démocratie n'était pas morte ? » (Charles Léopold Mayer, 2017)
[5] Ibid.
[6] « En 1750, la part relative de la production manufacturière chinoise était de 32,8 %, alors que celle de l'Europe était de 23,2 % – leurs populations respectives étant estimées à 207 millions et 130 millions de personnes. Prises ensemble, les parts de l'Inde et de la Chine atteignaient 57,3 % de la production manufacturière globale […]. Le produit intérieur brut par habitant en Chine s'élevait à 228 dollars (valeur de 1960), contre 150 à 200 dollars selon les pays en Europe ». Philip S. Golub, « Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde », Manière de voir, no 9, 2006, p. 9.
[7] https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/05/13/ivan-krastev-les-europeens-ne-sont-pas-menaces-par-l-echec-de-leur-modele-mais-par-ses-succes_6232899_3232.html
[8] Wojtek Kalinowsky op. cit. p. 14
[9] Ibid. p. 45
[10] Ibid. p. 54
[11] Ibid. p. 84-85
[12] https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/20/suede-le-lent-declin-d-un-modele-qui-n-en-finit-pas-de-creuser-les-inegalites-entre-riches-et-pauvres_6155123_3232.html
[13] https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/suede-le-crepuscule-de-la-social-democratie.html
[14] Ivan Krastev & Stephen Holmes. Le moment illibéral (The Light that Failed)
Arthème Fayard, 2019.
[15] Voir la thèse de Richard Wilkinson et Kate Pickett. Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction.
[16] Dans une plongée historique jusqu'au Néolithique, Walter Scheidel identifie quatre processus ou facteurs de liquidation des inégalités extrêmes et de progression de l'égalité – la guerre, la révolution, l'effondrement de l'État et la pandémie –, en se gardant de tout déterminisme. Walter Scheidel. Une histoire des inégalités de l'âge de pierre au XXIe siècle. Princeton University Press, 2017. Actes Sud, 2021.

TUNISIE

Hausse de 6% des recettes touristiques sur les 10 premiers mois de 2024

Bien qu'elle reste axée essentiellement sur le segment balnéaire, l'industrie touristique tunisienne a dépassé cette année ses niveaux pré-pandémiques en termes de nombre de visiteurs et de recettes générés par le secteur.
Les recettes du secteur du tourisme en Tunisie se sont établies à 6,24 milliards de dinars (2 milliards de dollars) durant les dix premiers mois de 2024, enregistrant ainsi une hausse de 6% par rapport à la même période de 2023, selon des données publiées le mercredi 6 novembre par la Banque centrale de Tunisie (BCT).
Cette hausse découle notamment de l'augmentation du nombre de touristes et de nuitées passées dans les hôtels. La BCT a également indiqué que les envois de fonds des migrants tunisiens ont atteint 6,63 milliards de dinars entre le 1er janvier et le 31 octobre de l'année en cours, soit une augmentation d'environ 2% comparativement à la même période l'année écoulée.
Alors que l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers a reculé ces dernières années, les transferts de la diaspora constituent désormais la deuxième source de devises après les recettes des exportations.

ÉGYPTE

L'inflation en baisse pour un 4e mois consécutif

L'inflation en Égypte continue de baisser pour le quatrième mois consécutif en juin, atteignant 27,5 % contre 28,1 % en mai, selon les données de l'agence nationale de statistiques publiées mercredi.
Cette tendance à la baisse, amorcée après un record de 38 % en septembre 2023, résulte des mesures adoptées par les autorités égyptiennes, telles que le ciblage de l'inflation et un taux de change flexible.
Toutefois, les analystes mettent en garde contre des risques potentiels. Des hausses des prix administrés, comme le carburant, les médicaments, les engrais et le gaz naturel, pourraient perturber cette tendance descendante.
Depuis mars, l'Égypte met en œuvre des mesures d'austérité dans le cadre d'un programme de soutien financier de 8 milliards de dollars du FMI. Le FMI a reporté sa troisième revue du programme au 29 juillet, permettant au pays de réaliser ses objectifs. Lors de cette réunion, le conseil d'administration devrait débloquer un paiement de 820 millions de dollars au Caire.

TUNISIE

Des mesures exceptionnelles pour protéger la filière de l'huile d'olive

Le ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche a dévoilé une série de mesures exceptionnelles pour soutenir la filière de l'huile d'olive, un pilier stratégique de l'économie tunisienne.

À travers l'Office National de l'Huile (ONH), le gouvernement lance une opération d'achat d'huile d'olive sur l'ensemble du territoire tunisien, dans le but de garantir aux producteurs des prix en adéquation avec les niveaux internationaux et locaux. Ce dispositif, conçu pour renforcer la résilience des agriculteurs et des acteurs de la chaîne de valeur, répond à une conjoncture marquée par des fluctuations de prix à l'échelle mondiale et locale. Dans un communiqué rendu public samedi soir, le ministère précise que cette opération d'achat s'inscrit dans un plan plus large d'assistance aux producteurs. Parmi les mesures annoncées, figure la mise en place d'un programme de financement destiné au stockage de l'huile d'olive. Ce programme se déploiera notamment en cas de baisse prolongée des prix sur le marché intérieur, permettant ainsi aux producteurs de préserver leurs récoltes sans subir une dévalorisation immédiate.
Ce dispositif est complété par une prolongation de trois mois du délai de remboursement des crédits saisonniers accordés aux agriculteurs et aux propriétaires de pressoirs, offrant une marge de manœuvre aux acteurs du secteur dans une saison où les prévisions de récolte s'annoncent records.
L'ONH a également annoncé que sa capacité de stockage disponible, répartie sur les centres régionaux, sera mise à la disposition des producteurs et des agriculteurs. Cette initiative permet d'optimiser la conservation des quantités d'huile d'olive, répondant ainsi aux besoins de stockage accrus dans le cadre d'une récolte attendue en forte hausse par rapport aux années précédentes.
Afin d'assurer un suivi rigoureux et de prévenir toute difficulté pouvant perturber la saison, le ministère de l'Agriculture a créé une cellule de suivi permanent. Cette structure sera chargée de surveiller l'ensemble des opérations de récolte, de transformation, et de commercialisation de l'huile d'olive, en coordination avec les différentes structures concernées. La cellule travaillera également en synergie avec les comités régionaux de suivi, afin de faciliter la gestion des éventuels obstacles logistiques ou techniques qui pourraient survenir au cours de la saison.
"Dans la continuité des orientations du président de la République, ces mesures visent à protéger et à renforcer la filière oléicole, tout en assurant une gouvernance efficace et une lutte résolue contre les pratiques spéculatives et monopolistiques qui pourraient déstabiliser le marché", ajoute la même source, tout en soulignant qu'il est impératif que tous les acteurs adoptent une approche positive à chaque étape de la chaîne de production et de valorisation de l'huile d'olive, pour préserver cette richesse nationale qui contribue à l'essor économique et social du pays.

MAURITANIE

Semaine de la diplomatie verte

Le jeudi 7 novembre, dans le cadre de la Semaine de la Diplomatie Verte, un débat crucial sur l'action climatique en Mauritanie a réuni plus de 50 jeunes Mauritaniens au Parc OMVS de Nouakchott. Cet événement, organisé en collaboration avec la Délégation de l'Union Européenne (UE) en Mauritanie, la Région de Nouakchott et le Green MauritaniaYouth Network, a offert aux jeunes une plateforme précieuse pour dialoguer avec des représentants européens et locaux sur les défis environnementaux actuels. Les participants ont pu exprimer leurs préoccupations et partager leurs idées en faveur d'un avenir durable, tout en interagissant directement avec l'Ambassadeur de l'UE en Mauritanie, S.E.M. Joaquin TASSO VILALLONGA et la Vice-présidente de la Région de Nouakchott, Mme Hawa SIDIBE. Les discussions ont porté sur les enjeux climatiques, la mobilisation de la jeunesse et les solutions concrètes visant à sensibiliser et à favoriser des actions à impact positif sur le climat en Mauritanie. L'engagement actif des jeunes a mis en lumière leur désir de devenir des acteurs essentiels dans la lutte contre le changement climatique. Des propositions inspirantes et des recommandations pratiques ont émergé de cet échange, insufflant une nouvelle dynamique aux initiatives climatiques. L'Ambassadeur de l'UE a réaffirmé l'engagement de l'UE à soutenir à la fois l'engagement de la jeunesse et la transition écologique de la Mauritanie, tandis que la Vice-présidente de la Région de Nouakchott a encouragé les actions de terrain entreprises par la jeunesse. Les participants ont partagé des idées novatrices, consolidant ainsi leur rôle en tant qu'ambassadeurs du climat.
L'événement s'est conclu par une séance de networking, permettant aux participants de créer des liens et de renforcer le réseau des jeunes engagés pour le climat en Mauritanie. Les idées et recommandations formulées serviront de fondement à de futures collaborations et initiatives en faveur de l'environnement et du développement durable. La Délégation de l'UE, la Région de Nouakchott et le Green MauritaniaYouth Network se réjouissent du succès de cet échange et de l'engagement des jeunes à contribuer activement

QATAR

Progrès remarquables dans la réalisation des objectifs de la troisième Stratégie de Développement National

Son Excellence le ministre des Finances, M. Ali bin Ahmed Al Kuwari, a affirmé que la réalisation des objectifs de la troisième Stratégie de Développement national du Qatar 2030 est non seulement réaliste, mais a également enregistré des progrès significatifs depuis le lancement de la Vision nationale du Qatar en 2008. Ces déclarations ont été faites lors d'une session de dialogue intitulée « Le rôle du Moyen-Orient dans l'économie mondiale », organisée dans le cadre du sommet financier UBS qui se déroule à Doha les 6 et 7 novembre.
Son Excellence a précisé que des avancées notables ont été réalisées depuis le lancement de la Vision nationale du Qatar en 2008, notamment avec la mise en œuvre des premières stratégies de développement. Il a souligné le doublement du PIB non pétrolier et l'émergence de nouveaux secteurs économiques. Il a également indiqué que la stratégie actuelle fixe sept objectifs principaux, dont la viabilité financière et la création d'une main-d'œuvre adaptée aux défis de demain, avec des plans détaillés pour des secteurs économiques clés tels que la logistique et les services numériques.
Le ministre des Finances a par ailleurs mis en lumière les améliorations substantielles de l'environnement des affaires et des investissements, qui ont permis au Qatar de se classer à la 11ème place dans le « Global Competitiveness Index » publié par l'International Institute for Management Development en Suisse.

CAPITAL PRIVÉ AFRICAIN

En baisse de 11% en 2024

La traversée du désert du capital privé se poursuit : les investisseurs se replient sur des transactions plus modestes et des financements en dette, en attendant que le ciel africain et mondial s'éclaircisse.

La dynamique du capital privé en Afrique semble marquer le pas. Selon le dernier rapport de l'Association africaine du capital privé (AVCA), les investissements sur le continent ont chuté de 11% depuis le début de l'année, poursuivant un déclin amorcé l'an dernier. En cause, des turbulences économiques mondiales, avec une inflation persistante et des taux d'intérêt élevés, qui incitent les investisseurs à la prudence. Résultat : les grandes transactions se raréfient, au profit de deals plus petits, moins risqués.

Chiffres en berne

A la fin du troisième trimestre, 1,9 milliard de dollars avaient été injectés dans l'économie africaine par le capital privé, soit une baisse de 53% par rapport à la même période en 2023. Ce chiffre, bien en dessous de la moyenne quinquennale de 4,2 milliards de dollars, signe le pire démarrage d'année en cinq ans pour le continent. Le nombre total de transactions, bien que lui aussi en baisse, affiche une chute moins prononcée avec 287 opérations recensées depuis janvier.
Ce recul de l'investissement pousse les acteurs du secteur à revoir leur approche. Pour la première fois en cinq ans, les petites transactions, inférieures à 50 millions de dollars, représentent la majorité des opérations, soit 66% du total. Les gros deals, eux, ont presque disparu : aucune transaction de plus de 250 millions de dollars n'a été enregistrée, et les opérations dans la tranche des 50 à 99 millions de dollars ont plongé de 92%. Une mutation qui, selon l'AVCA, illustre la réticence croissante des investisseurs à prendre des risques élevés en période d'incertitude.

Les start-up et le capital-risque sous pression

Pour le secteur du capital-risque, principal moteur de l'innovation africaine, le tableau est également contrasté. Bien qu'il représente toujours une large part de l'activité — 62% en volume et 52% en valeur — il n'échappe pas au ralentissement. Le nombre de transactions a reculé de 21% et la valeur des investissements a quasiment été divisée par deux (-49%) par rapport à 2023. Face à ces pressions, les start-up africaines adoptent une posture défensive, en limitant leurs initiatives de croissance et en se recentrant sur l'optimisation de leurs opérations existantes.

Le capital-investissement : un marché en mutation

Dans le segment du capital-investissement, la situation est paradoxale. Le nombre de transactions a progressé de 28% en glissement annuel, soutenu par des rachats et des levées de fonds orientées vers la croissance. Cependant, cette augmentation de l'activité n'a pas suffi à stabiliser les montants investis : 400 millions de dollars ont été déployés, soit une baisse de 66% par rapport à l'année dernière, selon les experts de l'AVCA. Les deals de moins de 10 millions de dollars affichent une relative résilience, avec un montant total en hausse de 35 à 55 millions de dollars depuis le début de l'année.
La dette privée tire son épingle du jeu
Sur fond de volatilité, la dette privée fait figure d'exception. Contrairement aux autres classes d'actifs, elle attire de plus en plus d'investisseurs. Elle a ainsi enregistré une hausse de 14% de la valeur des transactions. Cette croissance s'explique par la recherche de placements plus stables et flexibles, adaptés à un environnement économique marqué par l'incertitude. En particulier, les sociétés de prêt en Afrique, qui subissent de plein fouet les contraintes de liquidité, voient dans la dette privée une source de financement précieuse pour soutenir leurs activités.

SÉNÉGAL

Près de 2 millions $ pour renforcer la souveraineté alimentaire

Alors que les risques climatiques menacent la souveraineté alimentaire de plusieurs pays, le Sénégal cherche à accompagner ses producteurs. Pour ce faire, un programme a été mis en œuvre pour leur octroyer des financements.
Au Sénégal, 1,042 milliard FCFA (près de 2 millions $) seront investis dans des projets visant à renforcer la souveraineté alimentaire. Mardi 5 novembre 2024, une cérémonie de signature de conventions s'est tenue à cet effet entre le Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural (PADAER) et huit organisations de producteurs dans la région de Kédougou.
« Ce sont huit conventions qui ont été signées dans le cadre du projet pilote 2 du PADAER », a expliqué Sada Ly, coordonnateur national de ce projet, cité par l'Agence de presse sénégalaise. Ce programme de financement concerne des secteurs d'activités tels que le maraîchage, l'élevage et la transformation des produits locaux, et vise l'autosuffisance alimentaire.
Le Sénégal rencontre des obstacles significatifs concernant la sécurité alimentaire et la nutrition exacerbés notamment par des conditions climatiques défavorables et la dépendance à l'importation.
« Depuis 2018, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est sous le seuil de 20% », indique la Banque africaine de développement (BAD), ajoutant qu'elle a fluctué pour atteindre 23,1% en 2020 avant de revenir à 17,4% en 2021. Malgré un taux d'autosuffisance de 84% en termes de consommation alimentaire, le Sénégal reste dépendant des importations pour des produits comme le riz blanc, le maïs et le blé.
Au total, 3659 bénéficiaires ont été ciblés pour promouvoir la souveraineté alimentaire à travers le récent financement.

NIGÉRIA

Rebond attendu de la production de gingembre en 2024/2025

Premier producteur et exportateur africain de gingembre, le Nigéria a connu une campagne 2023/2024 difficile en raison de la propagation d'une maladie fongique qui a réduit ses récoltes. Pour le compte de l'actuelle campagne, l'heure est à l'optimisme au sein de l'appareil productif.
Au Nigéria, la production de gingembre est attendue à 160 000 tonnes en 2024/2025, soit plus de deux fois le stock de 68 000 tonnes récolté aux cours de la campagne précédente. C'est ce que révèlent les projections formulées par AFEX Commodities Exchange (AFEX), la première bourse privée de matières premières du pays, dans un rapport publié le jeudi 31 octobre dernier. Cette prévision, si elle se réalisait, signerait un rebond pour une filière qui a connu un coup d'arrêt brutal en 2023/2024 après 3 saisons de croissance consécutive depuis 2020/2021 notamment en raison de l'apparition d'une maladie fongique dans les plantations.
Face à cette situation, il faut rappeler que le gouvernement a mis en place en mars dernier un comité national de lutte contre la maladie fongique et annoncé l'allocation d'un fonds de 1,6 milliard $ pour soutenir les petits exploitants agricoles dans les zones touchées.

POUR UNE ROUTE TRANSNATIONALE

L'Ethiopie va prêter 738 millions $ au Soudan du Sud

Le projet de transnationale Ethiopie - Soudan du Sud vise à améliorer l'interconnexion entre les 2 pays, de quoi sécuriser l'approvisionnement en pétrole de l'Ethiopie et ouvrir un accès au port de Djibouti à un Soudan du Sud qui cherche à diversifier ses canaux d'approvisionnement et d'exportation.
Le Parlement éthiopien a récemment approuvé un accord de prêt de 738,2 millions USD en faveur du Soudan du Sud pour la construction d'une route transfrontalière de 220 km reliant les 2 pays. Le projet vise à améliorer la connexion et intensifier le commerce entre les 2 pays, offrant au Soudan du Sud un accès aisé au port de Djibouti via le territoire éthiopien.
L'infrastructure devrait aussi simplifier l'approvisionnement en pétrole de l'Ethiopie et diversifier les canaux d'exportation de pétrole, de gaz et de productions agricoles du Soudan du Sud, dans un contexte où la République du Soudan qui lui sert traditionnellement de relais logistique, est confrontée à des défis sécuritaires qui perturbent les flux de fret.
Avant l'accord signé en octobre 2024 pour la reprise des expéditions, les exportations du pétrole sud-soudanais via les ports de son voisin du nord avaient été interrompues, ce qui a beaucoup affecté l'économie nationale fortement dépendante des revenus du brut.
Selon la presse locale, le remboursement de ce prêt doit se faire en espèces ou en pétrole brut.

ALORS QUE WALL STREET A BÉNÉFICIÉ DE L'ÉLECTION DE TRUMP

Le CAC 40 a fait grise mine cette semaine

L'indice parisien clôture en baisse vendredi, lesté par le repli du luxe qui est pénalisé par les résultats de Richemont. En rythme hebdomadaire, le bilan est bien terne pour le CAC 40 qui perd près de 1% à l'issue de cette semaine chargée en grands rendez-vous.

La Bourse de Paris termine la semaine en nette baisse. Le CAC 40 perd 1,17%, de retour à proximité du plancher des 7.300 points, à 7.338,67 points, ce vendredi soir.
Le marché parisien a été tiré vers le bas ce vendredi, par la mauvaise performance de son compartiment phare, à savoir le luxe. Kering a lâché près 8%, Hermès 4,1% et LVMH 3,3%. L'Oréal, parfois associé à l'univers du luxe, a reculé de 3,25%.
Les groupes français peuvent subir une lecture croisée négative des résultats décevants du suisse Richemont, qui a abandonné 6,6% à Zurich.
"L'ensemble du secteur du luxe peut chuter en Bourse, ce vendredi, sur les commentaires de la direction de Richemont. Johann Rupert, le président, a expliqué qu'il était confiant dans la capacité du groupe à naviguer dans le cycle actuel tout en étant toutefois 'prudent'. La bonne nouvelle, au vu de ses déclarations, c'est que le ralentissement reste cyclique. Mais la mauvaise, c'est qu'il confirme qu'on est dans le bas de cycle. Or, comme l'a expliqué la direction, on n'a aucune visibilité sur le redressement de ce cycle", explique Jie Zhang, analyste chez le bureau d'études indépendant Alphavalue.

Deux trajectoires différentes

Sur l'ensemble de la semaine, le bilan est aussi négatif puisque le CAC 40 a concédé 0,95%, quand le S&P 500 s'apprête à réaliser sa meilleure semaine de l'année puisqu'il gagne pour l'heure plus de 4%. Les marchés américains ont salué de leur côté le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, avec un programme jugé pro-entreprises.
"Le programme économique de Donald Trump comporte de nombreuses mesures d'extension des allègements de la fiscalité des ménages et des entreprises, des dépenses dans la Défense, des mesures de soutien à l'immobilier et dans la santé, etc…qui totalisent plus de 10 000 milliards de dollars sur 10 ans L'impact annuel positif sur la croissance serait d'environ 0.4%", Vincent Guenzi, Directeur de la stratégie d'investissement chez Cholet Dupont Oudart.
C'est dans cette euphorie post-électorale que les investisseurs ont aussi digéré l'issue de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed). La banque centrale a, comme attendu, abaissé de 25 points de base (0,25 point de pourcentage) ses taux directeurs.
Les opérateurs ont aussi pris connaissance d'une amélioration supérieure aux attentes du sentiment du consommateur américain en novembre. Mesuré par l'Université du Michigan, l'indice mesurant cette confiance du consommateur a bondi à 73 points en données préliminaires, contre 71 points attendus et après 70,5 points le mois dernier.
"Les données économiques aux États-Unis restent fortes alors que la Fed poursuit ses baisses de taux, pour le plus grand bonheur d'un grand nombre d'investisseurs – vague rouge et vague verte dominent la semaine", résume Florian Ielpo, responsable de recherche macroéconomique chez Lombard Odier Investment Managers.

JCDecaux : mauvaise affiche

Du côté des autres valeurs, JCDecaux a plongé de 12% après avoir livré des perspectives décevantes pour le quatrième trimestre.
Euronext a limité son repli à 0,45% après avoir livré ses objectifs de moyen à terme, visant notamment une progression de son Ebitda à l'horizon 2027 inférieure aux attentes, selon Jefferies.
Sur les autres marchés, l'euro a lâché 0,9% face au dollar à 1,0709 dollar. Le pétrole est en forte baisse. Le contrat de janvier sur le Brent de mer du Nord abandonne 2,6% à 73,65 dollars le baril tandis que celui de décembre sur le WTI coté à New York cède 3,1% à 70,14 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 07 Novembre 2024
Valeur : 11 Novembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.5235	133.5385
1	EUR	EURO	143.6045	143.6340
1	GBP	POUND STERLING	172.6225	172.6419
100	JPY	JAPANESE YEN	86.6923	86.7077
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6379	18.6420
1	CHF	SWISS FRANC	152.5286	152.5631
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.1431	96.1608
1	DKK	DANISH KRONE	19.2505	19.2546
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3330	12.3382
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1125	12.1181
1	AED	UAE DIRHAM	36.3517	36.3578
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5399	35.5477
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.9300	435.2624
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.4172	42.8435
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5928	13.5943
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4847	27.6260
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3626	3.3730
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.5647	176.5647

Fitch relève à «positive» la perspective de l'Espagne

L'agence de notation Fitch a relevé vendredi de "stable" à "positive" sa perspective de crédit pour l'Espagne, saluant des facteurs structurels à même de renforcer le potentiel de croissance et la résilience du pays face aux chocs extérieurs.
Fitch a notamment souligné les tendances positives du marché du travail grâce à une forte migration et des réformes, l'amélioration de la compétitivité et l'absence de déséquilibres macro-financiers.

APRÈS L'ÉLECTION DE TRUMP

Wall Street termine la semaine sur un triple record

La Bourse de New York a poursuivi sa course aux records vendredi, toujours portée par le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, ses trois indices vedettes atteignant de nouveaux sommets.
Le Dow Jones a progressé de 0,59%, l'indice Nasdaq a pris 0,09% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,38%.
La place américaine a continué de saluer vendredi l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, qui "va promouvoir des taux d'imposition plus bas pour les entreprises et moins de réglementation", a commenté auprès de l'AFP Patrick O'Hare, analyste de Briefing.com.
"On assiste à la poursuite de la dynamique post-électorale (...), et les investisseurs craignent de passer à côté de gains supplémentaires", a-t-il ajouté.
Pour la première fois, en séance, le S&P 500 a dépassé les 6.000 points et le Dow Jones a franchi les 44.000 points.
Dans le même temps, les investisseurs étaient toujours séduits par la nouvelle baisse de taux annoncée jeudi par la banque centrale américaine (Fed) et par l'image d'une bonne santé économique aux Etats-Unis.
La publication en cours de séance d'un indice de la confiance des consommateurs américains, au plus haut en novembre depuis six mois, a également porté vendredi les indices à New York.
"L'optimisme des consommateurs à l'égard de l'amélioration des revenus" a notamment "contribué à la hausse du résultat global", a souligné Jose Torres, analyste d'Interactive Brokers, dans une note.
Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt des emprunts de l'Etat américain à 10 ans est ressorti à 4,30%, contre 4,33% la veille en clôture.
A la cote, les valeurs industrielles ont été recherchées: GE Aerospace (+3,33%), Lockheed Martin (+2,31%) ou Honeywell (+0,91%) ont tous avancé.
Après avoir fléchi la veille, les valeurs financières ont repris des couleurs, à l'image de Goldman Sachs (+1,22%), American Express (+0,27%), JPMorgan Chase (+0,40%) ou Wells Fargo (+0,89%).
Telsa a décollé de 8,19%. L'action du constructeur automobile, propriété d'Elon Musk, a été portée par le soutien affiché par le milliardaire à Donald Trump durant sa campagne.
Les grandes capitalisations du secteur technologique ont chuté, dont les géants des semi-conducteurs. Qualcomm (-1,16%), Micron (-1,33%), Broadcom (-0,09%) et AMD (-1,24%) ont tous fini dans le rouge.
Nvidia - qui a fait son entrée vendredi dans l'indice Dow Jones, en remplacement de son concurrent Intel (-0,11%) - a abandonné 0,84%.
Les valeurs chinoises cotées à la Bourse de New York ont perdu du terrain, lestées par les mesures annoncées par le gouvernement chinois pour relancer l'économie du pays, considérées comme décevantes.
Les géants du commerce en ligne PDD (-6,40%), Alibaba (-5,94%) et JD.com (-6,99%) ont décroché.
La plateforme de réservation de voyages Expedia s'est distinguée (+3,81%) après avoir relevé ses prévisions annuelles et publié un bénéfice trimestriel supérieur aux attentes, tiré par une accélération du tourisme international.
Le réseau social Pinterest a dégringolé (-14,00%), toujours plombé par des résultats au troisième trimestre en deçà des attentes.
Le site de location immobilière de courte durée Airbnb a été sanctionné (-8,66%), mal orienté par un bénéfice net légèrement inférieur aux attentes.

ETATS-UNIS

La FED abaisse ses taux d'un quart de point, à 4,50-4,75%

La banque centrale américaine, la Fed, a abaissé jeudi son principal taux directeur d'un quart de point de pourcentage, le plaçant dans la fourchette de 4,50-4,75%, une décision prise à l'unanimité, au lendemain de la réélection de Donald Trump à la Maison Blanche.

La Banque centrale américaine, la Fed, a abaissé jeudi ses taux d'un quart de point de pourcentage comme attendu, saluant la baisse de l'inflation et la détente du marché du l'emploi, au lendemain de la réélection de Donald Trump.

Cette nouvelle coupe, qui place les taux dans la fourchette de 4,50 à 4,75%, intervient après celle d'un demi-point en septembre - la première depuis mars 2020. La décision a été prise à l'unanimité des 12 membres votants du Comité de politique monétaire de la Fed, le FOMC. Leur réunion avait débuté mercredi, et non mardi comme c'est habituellement le cas, décalée d'une journée en raison de l'élection présidentielle, remportée par le républicain Donald Trump.

"Les conditions du marché du travail se détendent dans l'ensemble" depuis plusieurs mois, après une période de pénurie de main d'oeuvre qui avait contribué à tirer les prix vers le haut, a commenté le FOMC dans un communiqué publié jeudi, à l'issue d'une réunion débutée mercredi matin.

Quant à l'inflation, que la Fed a fait baisser en relevant ses taux pour faire ralentir la demande, elle "a fait des progrès dans son retour à l'objectif de 2% (...) mais reste élévée".

Elle est tombée en septembre à son plus bas niveau depuis février 2021, à 2,1% sur un an, selon l'indice PCE, privilégié par la Fed. Pour la faire ralentir, la Réserve fédérale avait relevé ses taux à leur plus haut depuis le début des années 2000, et les avait maintenus à ce niveau pendant plus d'un an, jusqu'en septembre.

Relation tumultueuse entre Jerome Powell et Donald Trump

Mais Donald Trump a promis d'imposer des hausses généralisées de droits de douane, ce qui risque de faire rebondir l'inflation. "Le résultat des élections a réduit la possibilité d'une nouvelle baisse lors des prochaines réunions", estiment Samuel Tombs et Oliver Allen, économistes pour Pantheon Macroeconomics. Jerome Powell, qui avait été choisi en 2012 par l'ancien président démocrate Barack Obama pour entrer au Conseil des gouverneurs de la Fed, en avait été promu président en 2018 par Donald Trump. Mais celui-ci avait ensuite critiqué avec véhémence les actions de la Fed et de son président, indépendants du pouvoir politique mais qui ne baissaient pas suffisamment les taux à son goût. Malgré cette relation tumultueuse, et son souhait de peser sur les décisions de la Fed, Donald Trump avait signalé en juillet qu'il pourrait laisser Jerome Powell aller jusqu'au bout de son mandat à la tête de la Fed, en 2026. Il pourrait même rester gouverneur de la Fed jusqu'en 2028, ces deux mandats ayant des dates de fin distinctes.

"Atterrissage en douceur"

Washington a récemment publié une flopée d'indicateurs montrant une activité économique solide, mais s'éloignant de l'euphorie post-Covid. "D'une manière générale, l'économie américaine semble assez résiliente et le marché du travail toujours très bon", a déclaré Jim Bullard, ancien président de la Fed

La croissance du PIB au troisième trimestre a déçu, mais reste près de deux fois plus forte que celle de la zone euro, à 2,8% en rythme annualisé. Les créations d'emplois ont elles été, en octobre, au plus bas depuis décembre 2020, à cause d'ouragans qui ont frappé le pays et de plusieurs grèves, notamment chez Boeing.

Pour Jim Bullard, désormais doyen de la Daniels School of Business de l'Université Purdue, la Fed a réalisé un "atterrissage en douceur" : une baisse de l'inflation sans provoquer de récession.

La Réserve fédérale n'a pas actualisé ses prévisions économiques cette fois-ci. Elles seront mises à jour en décembre. Outre-Atlantique, la Banque d'Angleterre (BoE), qui se réunissait jeudi également, a abaissé son taux directeur d'un quart de point, pour la deuxième fois de l'année, à 4,75%.

SELON LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

La victoire de trump «augmente les risques pour l'économie mondiale»

Une administration Trump entrainera "probablement plus de protectionnisme", "ce qui signifie plus d'inflation, au moins aux Etats-Unis, et à priori moins de croissance partout dans le monde" selon François Villeroy de Galhau.

La victoire de Donald Trump "augmente les risques pour l'économie mondiale", a estimé mercredi le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, soulignant la nécessité d'une "remobilisation européenne". "Je crois que le résultat de l'élection américaine augmente à la fois les risques pour l'économie mondiale et la nécessité d'une remobilisation européenne", a commenté le gouverneur lors d'une conférence à Lyon.

Une administration Trump entrainera "probablement plus de protectionnisme", "ce qui signifie plus d'inflation, au moins aux Etats-Unis, et à priori moins de croissance partout dans le monde", a souligné le banquier central. Il a également relevé un déficit budgétaire américain probablement plus élevé et l'augmentation des incertitudes, ce qui risque également de peser sur la croissance.

"L'élection américaine doit sonner le réveil européen" après "un long engourdissement", a commenté François Villeroy de Galhau, soulignant que "l'Europe aborde cette nouvelle donne avec des faiblesses évidentes", dont le "retard technologique" et la "division politique".

Favorable à l'union des marchés de capitaux en Europe

Mardi soir, lors d'un évènement organisé par l'assureur Axa, il avait déjà appelé les Européens à être "davantage Américains", c'est à dire "savoir regarder nos atouts et nos forces, et non seulement nos faiblesses". "Nous avons des forces", a-t-il souligné, énumérant "nos entreprises", "nos ressources financières" et "nos talents" et en déplorant la "tendance, dans notre débat médiatique et politique (...) à parler infiniment plus de nos faiblesses" que des atouts.

L'épargne constitue notamment "une ressource très forte en Europe" mais dont "plusieurs centaines de milliards par an" sont investis hors du continent, et "largement" aux Etats-Unis, a-t-il dit. L'occasion, pour lui, d'insister sur la nécessité de "renforcer les canaux entre notre épargne et nos besoins d'investissement" à travers une union des marchés de capitaux (UMC). Un tel projet, qui vise notamment à mobiliser l'épargne privée des Européens en faveur de l'économie réelle et faciliter ainsi les investissements, peine à voir le jour depuis des années au sein de l'Union européenne, en raison notamment de divergences entre la France et l'Allemagne sur ses modalités.

ITALIE

La reprise continue

L'économie italienne a légèrement accéléré. Le PIB réel a progressé de 0,3% , avec des évolutions sectorielles diverses. La valeur ajoutée du secteur de la construction a progressé, tandis que celle de l'industrie manufacturière a reculé, victime du ralentissement des exportations. Les services ont modérément avancé, grâce à la reprise du tourisme.

La demande intérieure a contribué positivement à la croissance, les ménages profitant notamment de l'amélioration de la situation sur le marché du travail. Les conditions économiques et financières des entreprises se sont encore améliorées.

S'agissant de l'inflation, elle s'est élevée en moyenne au cours des cinq premiers mois de 2024 à moins de 1% en glissement annuel.

Croissance au T1 : une évolution sectorielle différenciée, une reprise plus généralisée par composantes du PIB

Croissance et inflation

En début d'année, l'économie italienne a légèrement accéléré. Au T1 2024, le PIB réel a augmenté de 0,3% t/t. La contribution du commerce extérieur a été positive (+0,7 pp), les importations ayant baissé et les exportations augmenté (bien qu'à un rythme plus lent qu'au T3 et au T4 23).

L'évolution des stocks a soustrait 0,7 point de pourcentage (pp) à la croissance. L'acquis de croissance pour 2024 atteint +0,6%. Jusqu'ici, la reprise de l'économie italienne a dépassé les attentes. Le PIB est en hausse de 4,6% par rapport au T4 2019, soit plus que dans les autres grandes économies de la zone euro.

FRANCE

Le ministre de l'Industrie s'attend à de nouvelles annonces de fermetures de sites

Interrogé sur les plans sociaux à venir, Marc Ferracci assure que le bilan social «va se compter en milliers d'emplois» dans les prochains mois.

Le ministre de l'Industrie Marc Ferracci s'attend à de nouvelles annonces de fermetures de sites industriels en France «dans les semaines et les mois qui viennent», qui affecteront des «milliers d'emplois», après les annonces de fermetures de deux sites chez Michelin cette semaine.

«Des annonces de fermetures de sites, il y en aura probablement dans les semaines et les mois qui viennent», a déclaré Marc Ferracci au micro de France Inter samedi 9 novembre, en estimant que le bilan social «va se compter en milliers d'emplois».

«Il est vrai qu'un certain nombre de filières sont dans des situations préoccupantes», a ajouté le ministre en citant la chimie, la métallurgie ou la filière automobile. Plus tôt cette semaine, Michelin a annoncé la fermeture prochaine de ses sites de Cholet et Vannes (Morbihan), qui comptent au total 1.254 salariés. Venu à la rencontre des employés de l'usine de Cholet ce vendredi 8 novembre, Marc Ferracci a été verbalement pris à partie par des salariés en colère. «Je m'attendais a ce qu'il y ait ce type de réaction puisque les salariés sont bouleversés et on peut le comprendre parce que la manière dont a été faite l'annonce n'était pas une manière digne», a ajouté le ministre regrettant que la direction de Michelin ne se soit pas déplacée à la rencontre des employés sur les sites concernés.

Mazda va-t-il vraiment oser relancer un coupé à moteur rotatif ?

La marque nippone a confirmé vouloir lancer un nouveau coupé sportif basé sur le concept Iconic SP vu il y a un an. Cerise sur le gâteau, le moteur rotatif sera de la partie, sans toutefois entraîner directement les roues…

Mazda joue-t-il les retors avec le rotor ? Ce moteur à piston rotatif apparu dans les années 50, puis condamné par le choc pétrolier de 1973, a connu une carrière plus que timide. Mazda a été le deuxième constructeur à l'utiliser sous le capot de la Cosmo Sport 110S à la fin des années 60 et l'utilise toujours sur le SUV MX-30 R-EV. Il a aussi animé les coupés sportifs tels que les Rx-7 et RX-8. Les normes de pollution et le déploiement de l'électrification devraient condamner ce type de moteur, et pourtant…

Il y a un an, Mazda présentait au Salon de Tokyo un séduisant coupé rappelant la RX-7 (FD3S) commercialisée entre 1991 et 2002, l'Iconic SP. Elle deviendra réalité puisque le patron du design, Masahi Nakayama, l'a confirmé : « Ce concept n'est pas un show-car vide. Il a été conçu avec la réelle intention d'en faire un modèle de production dans un avenir pas si lointain. »

Ce séduisant coupé ne joue aucunement dans l'agressivité, tout en suggérant beaucoup de sportivité.

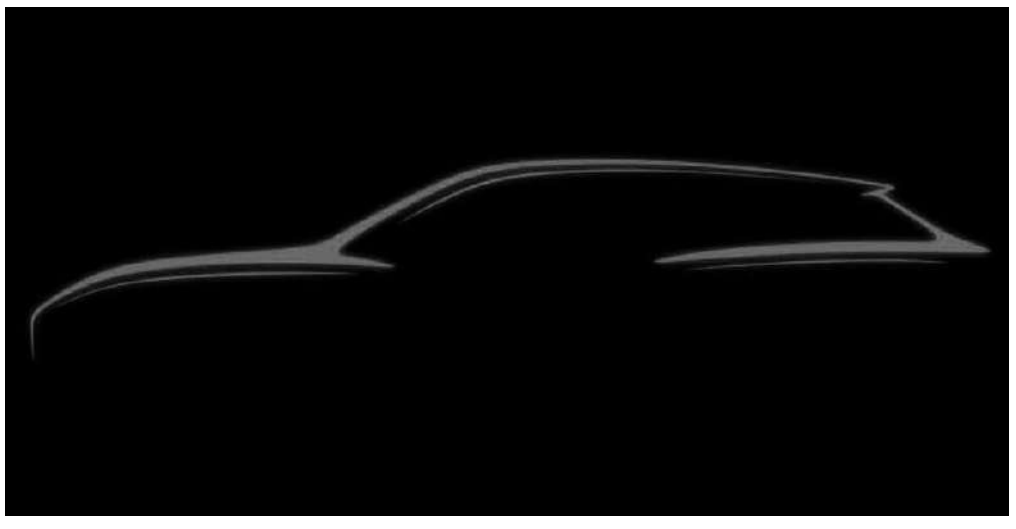
Plus encourageant encore, un des dirigeants a précisé que le concept a été prévu dès le départ pour une éventuelle commercialisation : « Dans le processus de développement, tout, depuis la disposition des portes et des pneus, jusqu'à la longueur de la voiture, la position des occupants et la visibilité a été méticuleusement étudiée avant d'atteindre les spécifications finales. »

Encore en développement

Cette Iconic SP est donnée pour 370 ch, une cavalerie respectable qui ne sera pas développée par le moteur rotatif. Ce dernier servira de prolongateur d'autonomie, comme c'est le cas pour le MX-30 R-EV. Les plus grands défenseurs des rotors ne seront certainement pas convaincus… La marque évoque également la possibilité de faire fonctionner ce moteur avec du carburant synthétique, voire de l'hydrogène.

Doté de lignes douces et pures rappelant quelque peu le bio-design des années 90, et d'un gabarit, espérons-le compact (4,18 m de long pour le concept), ce coupé sportif Mazda ne pourra que donner le sourire aux passionnées d'automobiles. Seulement, la firme doit se dépêcher puisque son coupé sera interdit de vente en Europe dans onze petites années.

AMG veut avoir son SUV 100% électrique



Mercedes dispose dans sa gamme de nombreux véhicules électriques, voire électrifiés, mais il semblerait que cela soit insuffisant puisque sa filiale Sport AMG est en train de concevoir un SUV 100 % électrique.

Les SUV sportifs 100% électriques sont encore peu nombreux, mais ils existent déjà, à l'image des Lotus Eletre, Maserati Grecale Folgore ou Porsche Macan. Même s'il est hybride rechargeable, on peut également citer le BMW XM conçu par le département Motorsport comme un modèle exclusif à part entière.

Si on en croit nos confrères d'Autocar, il semblerait bien que AMG réfléchisse aussi à se lancer dans la bataille avec un SUV électrique prenant pour base la plateforme "AMG EA" qui servira auparavant à la remplaçante de l'AMG GT 4 coupé.

Prévu pour 2026, ce nouveau modèle, qui devrait être décliné dans plusieurs versions, développera au minimum 480 ch et 590 Nm, mais cette plateforme pourra sans surprise accepter plusieurs moteurs dont la puissance totale pourrait avoisiner voir dépasser les 1 000 ch. L'autre point-clé de la conception porte sur l'utilisation d'une architecture 800 Volts permettant des recharges très rapides, à l'image des modèles électriques de chez Porsche. Il devrait recevoir une technologie de batteries spécifique et différente de celles utilisées habituellement chez Mercedes.

Même si beaucoup de choses sont encore secrètes, les mensurations de ce SUV devraient être généreuses puisqu'elles devraient être proches de celles du Vision AMG Concept, dévoilé en 2022 à savoir une longueur de 5,10 m et un empattement supérieur à 3 m.

Beaucoup de choses à peaufiner encore

Vous l'avez compris, il reste beaucoup de travail aux ingénieurs de chez AMG. On est très loin du début de carrière, car la période est peu porteuse (difficultés traversées actuellement par les constructeurs allemandes et développement moins rapide que prévu de l'électrique) et ce contexte pourrait mettre à mal l'existence de ce modèle.

La nouvelle Mercedes CLA sera électrique ou hybride

Le développement de la prochaine génération de la Mercedes CLA se poursuit et le modèle se dévoile aux mains d'Ola Källenius, patron de la marque.

Ola Källenius, PDG de Mercedes-Benz, a dévoilé la prochaine génération de la CLA, prévue pour 2025, lors d'un essai sur la piste de test d'Immendingen. Ce nouveau modèle représente un tournant pour l'entrée de gamme de la marque, mettant l'accent sur l'autonomie, l'efficacité et la rapidité de charge. Les clients auront le choix entre une motorisation électrique avancée et un moteur thermique électrifié. La version électrique utilise la technologie du concept EQXX, offrant un équilibre entre performances sportives et efficacité grâce à une transmission à deux vitesses. La version hybride propose une technologie 48V pour une conduite optimisée. Le modèle intègre également le nouveau système d'exploitation MB.OS, piloté par IA et incluant l'assistant MBUX, pour une interaction intuitive entre le conducteur et le véhicule. Enfin, le design moderne de la CLA reprend des éléments de la Concept CLA Class, avec des phares distinctifs et une esthétique sportive.

GRÂCE À L'ÉLECTION DE TRUMP

Tesla est de retour dans ce club d'entreprise très select

Grâce à l'élection de Trump, Tesla retrouve sa place dans le petit club des entreprises valorisées à plus de 1000 milliards de dollars. Une performance spectaculaire qui illustre l'impact considérable de la politique sur les marchés financiers.

L'histoire entre Elon Musk et Donald Trump prend un nouveau tournant avec cette élection présidentielle 2024. Le constructeur automobile Tesla vient en effet de voir son cours en bourse s'envoler de manière vertigineuse, avec une hausse de près de 30% depuis mardi. Cette progression fulgurante permet à l'entreprise de réintégrer le très prestigieux « trillion-dollar club », un groupe ultra-select d'entreprises valorisées à plus de 1000 milliards de dollars.

Une ascension fulgurante portée par la victoire de Trump

Le soutien appuyé d'Elon Musk à Donald Trump pendant la campagne n'est pas passé inaperçu auprès des investisseurs. Le CEO de Tesla a notamment injecté plus de 118 millions de dollars dans un super PAC pro-Trump et utilisé sa plateforme X (ex-Twitter) pour promouvoir activement le candidat républicain. Les marchés anticipent désormais des conditions plus favorables pour Tesla sous l'administration Trump. Selon l'analyste Dan Ives de Wedbush, cette dynamique pourrait notamment accélérer l'approbation des technologies de conduite autonome développées par le constructeur. Paradoxalement, la probable suppression des subventions pour les véhicules électriques pourrait même avantager Tesla. Sa position dominante sur le marché et ses marges confortables lui permettraient de mieux encaisser ce changement que ses concurrents plus fragiles.

Un retour fracassant dans le club des géants

Cette nouvelle valorisation replace Tesla aux côtés des mastodontes de la tech comme Apple, Microsoft, Alphabet, Amazon, Meta et Nvidia. Un retour remarqué puisque l'entreprise n'avait plus atteint ce niveau depuis avril 2022. L'action Tesla s'est établie vendredi à 321,22 dollars, en hausse de 8,2%, portant sa capitalisation boursière à environ 1030 milliards de dollars. Une performance d'autant plus impressionnante que le titre affichait une baisse de 43% en début d'année.
Les analystes restent toutefois partagés sur la pérennité de cette valorisation. Avec un ratio cours/bénéfices de 102, contre 39 pour Nvidia par exemple, certains estiment que la « prime de rêve » accordée à Tesla pourrait se révéler excessive. Cette nouvelle donne politique pourrait effectivement profiter à Tesla à court terme, mais l'entreprise devra concrétiser ses promesses technologiques, notamment en matière de conduite autonome, pour justifier durablement une telle valorisation. L'histoire nous dira si ce pari des marchés était justifié !

Konecta s'allie à Google Cloud pour injecter de l'IA dans la relation client

En initiant un partenariat de trois ans avec Google Cloud, le géant espagnol des centres d'appels Konecta entend transformer ses solutions de BPO et de gestion de la relation client grâce à l'IA et à l'automatisation. Cette alliance entend également améliore la collaboration de ses 100 000 employés dans le monde entier.
Spécialiste des centres d'appels, l'espagnol Konecta a conclu un partenariat avec Google Cloud pour stimuler l'innovation en matière de BPO et de gestion de la relation client en s'appuyant sur l'IA et l'automatisation. Cette collaboration sur trois ans permettra au fournisseur de renforcer ses solutions tout en certifiant jusqu'à 500 de ses ingénieurs sur les technologies Google Cloud. Dans le cadre de cette alliance, Konecta adoptera également Google Workspace, pour assurer la collaboration entre ses équipes réparties dans le monde entier. "En tant que partenaire certifié, nous dotons nos équipes des outils et des connaissances nécessaires pour offrir un service client plus personnalisé et intelligent ", explique Nourdine Bihmane, CEO de Konecta et ancien CEO d'Atos. En intégrant les solutions IA de Google Cloud, Konecta va enrichir son portefeuille de la relation client, offrant ainsi des services de centre de contact en tant que service (CCaS) et des agents conversationnels utilisant Vertex AI. Ces innovations viseront à optimiser la gestion des interactions clients pour ses partenaires, tout en automatisant les tâches répétitives dans les centres d'appels. La collaboration entre Konecta et Google Cloud inclut également des initiatives pour introduire plus rapidement des solutions axées sur l'IA pour améliorer la satisfaction client et l'efficacité opérationnelle. Tara Brady, présidente de Google Cloud EMEA, souligne que " les consommateurs exigent aujourd'hui des interactions plus rapides et personnalisées."

Brèves

LightOn s'introduit en bourse

Après des rumeurs en octobre dernier, la start-up française spécialisée dans la GenAI (avec son modèle Alfred) saute le pas pour s'introduire sur le marché Euronext Growth à Paris. La souscription est ouverte du 8 novembre au 20 novembre pour une cotation attendue le 26 novembre. Le titre est proposé à 10,35 euros l'action valorisant la société à 50 M€. Elle compte sur un apport minimal de 10,4 M€ avec cette opération. L'aventure boursière est un pari ambitieux pour LightOn à l'heure où la plupart des start-ups IT françaises misent sur les levées de fonds.

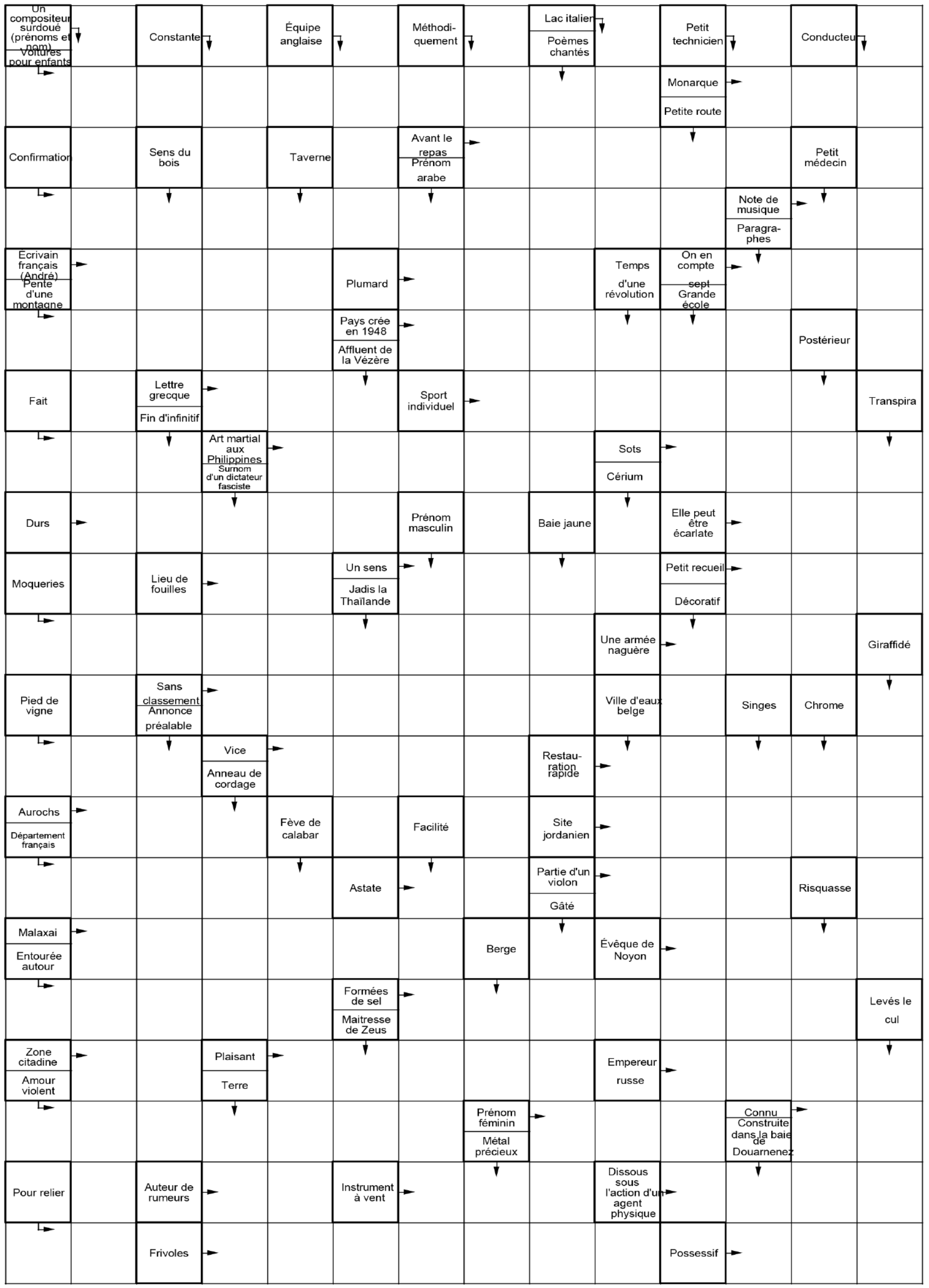
Mistral AI s'essaye à la modération

L'éditeur français de plusieurs LLM a lancé une API de modération du contenu. Déjà utilisée dans le cadre du chat de la société (nommé Le Chat), elle est mise à disposition des développeurs pour l'intégrer dans leurs applications IA. L'API est basée sur le modèle Ministral 8B (multilingue) et prend en compte plusieurs types de contenus sensibles : sexuel, haine et discrimination, violence et menaces, contenus dangereux et criminels, la santé, les finances, les informations personnelles,…

Le Département des Hautes-Pyrénées cyberattaqué

Selon nos confrères de la Dépêche, la collectivité territoriale a vu sa messagerie paralysée par une attaque informatique. Il semble que le problème n'est touché que la messagerie et pas d'autres services. Le département indique avoir la situation sous contrôle en attendant la remise en service de la messagerie en début de semaine prochaine. Par précaution, les équipes de la collectivité ont sollicité un prestataire recommandé par l'Anssi.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 11 novembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

Le DG de l'AAPI reçoit une délégation de la Banque mondiale

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), Omar Rekkache, a accueilli, hier, en présence des cadres de l'agence, une délégation de la Banque mondiale, dirigée par M. Nader Mohammed, directeur régional du bien-être pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Une rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la recherche et du développement de moyens et de mécanismes de coopération entre l'agence et le Groupe de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. À cette occasion, le directeur régional a salué les efforts déployés par l'agence dans le cadre de la promotion des investissements et de l'accompagnement des investisseurs, ainsi que le travail assidu qu'elle mène et le rôle important qu'elle joue, malgré sa création récente. La rencontre a également été l'occasion d'aborder le nouveau système de rapport de la Banque mondiale relatif à l'évaluation du climat des affaires, intitulé Business Ready (B-READY), qui a remplacé le rapport Doing Business.

FOOTBALL

Rachid Mekhloufi inhumé dimanche après la prière du Dohr au cimetière d'El Alia

Le moudjahid et ancienne légende de l'équipe du Front de libération nationale (FLN), Rachid Mekhloufi, décédé vendredi à l'âge de 88 ans des suites d'une longue maladie, sera inhumé dimanche après la prière du Dohr au cimetière d'El Alia (Alger). La dépouille du défunt est arrivée, samedi soir, à l'Aéroport international Houari-Boumediene, où le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, était présent aux côtés de la famille du défunt et de nombre de ses amis. Dans une déclaration à cette occasion, le ministre a indiqué avoir "transmis les condoléances du président de la République à la veuve, au fils et à la famille du défunt", rappelant "l'intérêt majeur qu'accorde le président de la République à tous les symboles nationaux, dont les joueurs de l'équipe du FLN". M. Rebiga a salué le parcours du défunt et de ses compagnons, qui ont, a-t-il dit, "répondu à l'appel du Front de libération en créant une équipe de football, dont les membres ont joué leur rôle d'ambassadeurs de la cause nationale". De son côté, le fils de Rachid Mekhloufi a salué les efforts des pouvoirs publics pour le rapatriement de la dépouille de son père.

FORUM DE PARTENARIAT AFRIQUE-RUSSIE

«L'Algérie soutient le partenariat russo-africain»

Par Réda Hadi

Lors de son discours durant le Forum de partenariat Afrique-Russie à Sotchi, Ahmed Attaf ministre des affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, a salué les priorités formulées dans les conclusions de la Conférence ministérielle sur le partenariat Afrique-Russie, notamment celles relatives au parachèvement du processus de décolonisation en Afrique et à la réhabilitation du continent au sein du Conseil de sécurité.

Le communiqué du ministère des Affaires étrangères qui a annoncé la tenue de ce forum précise que «les travaux de la réunion porteront sur les voies et perspectives de renforcement du partenariat Russie-Afrique dans nombre de domaines prioritaires pour les deux parties».

Dans son discours Attaf a souligné qu'«aujourd'hui, nous espérons porter ce partenariat à de nouveaux sommets, en nous appuyant sur nos engagements communs et notre aspiration à contribuer à la construction d'un système de relations internationales où chaque pays de nos régions bénéficie de son juste part de sécurité, de stabilité et de prospérité. »

Pour Attaf, « cepartenariat repose sur un héritage historique profond, fondé sur le soutien précieux apporté par les amis russes aux pays africains dans leur lutte contre le colonialisme, l'occupation et la domination étrangère. » et de continuer de dire que « Ce partenariat a évolué et s'est développé grâce aux efforts de la Russie et à ses contributions significatives pour renforcer les capacités des pays africains indépendants et les soutenir dans l'édification de leurs économies nationales. »

Globalement a précisé Attaf, l'Afrique a beaucoup à gagner dans ce genre de rencontres, en ce sens que la Russie dispose d'un savoir-faire développé dans nombre de secteurs, dont l'énergie nucléaire qui intéresse déjà le Burkina Faso, ainsi que le Rwanda. Ce pays a formulé, l'ambition de profiter de l'expertise russe dans ce domaine. Outre cet aspect du partenariat, le continent est surtout demandeur de soutien au développement, à la formation de compétences dans de nombreuses filières, ainsi qu'à la sécurité pour certains pays confrontés au terrorisme et à l'instabilité politique.

Lors de ce forum, les relations russo-algériennes ont été l'objet de rencontre entre l'Algérie et la Russie Car dans ce domaine toutes les conditions sont en train d'être mises en place pour porter le partenariat stratégique algéro-russe au plus haut niveau. Les entretiens bilatéraux, qui ont eu lieu vendredi dernier, entre le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, et son homologue russe, Sergueï Lavrov, à l'entame de sa visite officielle à Sotchi en Russie sont de bon augure. Il reste qu'en raison de la densité de leurs relations politiques, l'Algérie et la Russie ont beaucoup plus intérêt à s'écouter l'un l'autre.

C'est ce qu'ils font, notamment sur «l'état et les perspectives des relations de partenariat stratégique» entre les deux pays. Ahmed Attaf et Sergueï Lavrov ont évoqué «la mise en œuvre des conclusions de la visite d'État effectuée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Russie en juin 2023». Une visite historique qui a confirmé le caractère exceptionnel et stratégique du partenariat entre les deux pays, et ont parlé des perspectives des relations de partenariat stratégique entre l'Algérie et la Russie. Bien au-delà, ils ont aussi «échangé les vues sur les questions les plus importantes au niveau régional et international, notamment les derniers développements au Moyen-Orient et dans la région du Sahel». Les relations entre l'Algérie et la Russie sont visiblement appelées à se consolider, en témoigne l'intense activité diplomatique qu'elles ont connues ces derniers mois.

Publicité

Anep Gratuit 0126